

fenêtres s/ cours

29 novembre 2024
Numéro 501

Le journal de la FSU-SNUipp

■ décryptage

■ Écran total
■ ou écran fatal

Coup de chaud sur les écoles

■ actu

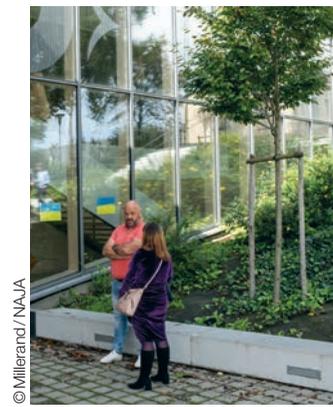
■ 5 décembre,
■ l'école en grève

UNE Revue NE MEURT JAMAIS.

EN TRIANT VOS JOURNAUX,
MAGAZINES, CARNETS, ENVELOPPES,
PROSPECTUS ET TOUS VOS AUTRES
PAPIERS, VOUS AGISSEZ POUR UN MONDE PLUS
DURABLE. PLUS D'INFORMATIONS SUR
LE RECYCLAGE SUR
TRIERCESTDONNER.FR

CITEO

Donnons ensemble une nouvelle vie à nos produits



© Millerand/NAJA

12
dossier

Coup de chaud sur les écoles

Face au dérèglement climatique, notamment la multiplication des épisodes caniculaires, le bâti scolaire, vieillissant et inadapté, nécessite une rénovation d'ampleur.

5
L'enfant
Bébé leader, parent suiveur

6
actu
École outragée mais école mobilisée ! 8/ Carte scolaire, toujours moins / Choc des savoirs : le ministère s'entête 9/ Jour de carence : une mesure inique / 3 questions à Marie Pla



© Millerand/NAJA

21
métier&pratiques

22/ Écran total ou écran fatal 24/ La classe dehors en ligne 25/ Interview Françoise Lorcerie 26/ « Plus de maîtres », moins d'isolement 29/ Congé formation : une bouffée d'oxygène

30
lire/ sortir!
Découvertes



32
société

L'accueil de la petite enfance exsangue 33/ Une jeunesse aux idées noires / Des droits à respecter même en prison / Interview François Legrand, directeur d'études IFOP

34
interview

Valérie Rey-Robert : « Mettre en place une politique globale de lutte contre les discriminations »

FENÊTRES SUR COURS N° 501 du 29 novembre 2024 / Hebdomadaire du syndicat national unitaire des instituteurs, professeurs des écoles et PEGC

128 boulevard Blanqui 75013 Paris, tél. : 01 40 79 50 00, fsc@snuipp.fr **DIRECTRICE DE LA PUBLICATION:** Guislaine David **RÉDACTION:** Mathilde Blanchard, Claire Bordachar, Franck Brock, Guislaine David, Marion Katak, Jacques Mucchielli, Emmanuelle Quémard, Delphine Ract, Anaïs Richard, Nelly Rizzo, Blandine Turki, Nicolas Wallet **CONCEPTION-RÉALISATION:** NAJApresse / direction éditoriale : Julie Matas, graphique : Maya Carrasco **IMPRESSION:** SIEP Bois-le-Roi **RÉGIE PUBLICITÉ:** Mistral Media, 22 rue Lafayette 75009 Paris, tél. : 01 40 02 99 00 **PRIX DU NUMÉRO:** 1 euro **ABONNEMENT:** 23 euros
ISSN 1241 0497 / CPPAP 0420 S 07284. Adhérent du syndicat de la presse sociale



sommaire 3

éditorial Transformons nos colères !

Avec un gouvernement qui renoue avec les suppressions de postes sarkozystes, une ministre de l'Éducation qui poursuit une politique éducative très largement rejetée et considère que les enseignant-es ont déjà été revalorisé-es, un ministre de la Fonction publique qui s'affiche proche d'Elon Musk dans sa détestation de l'État et considère qu'il est normal de faire payer aux salarié-es le fait d'être malade, la colère doit se faire entendre.



© Seda/NAJA
POUR LES SERVICES PUBLICS

Cette colère se déploie aux côtés des salarié-es de Michelin, Sanofi, Auchan et beaucoup d'autres en lutte contre des plans de licenciements. Aux côtés des cheminot-es dont l'intersyndicale lutte contre la privatisation du fret ferroviaire alors que face à la crise climatique, l'État devrait, dans l'intérêt général, défendre le fret public comme outil d'aménagement du territoire.

La colère gronde face à une politique qui a creusé les déficits, organisé les sécessions entre public et privé - notamment dans la santé et l'éducation - et favorisé toujours plus les riches au détriment des plus pauvres. Des plus riches qui échappent à l'effort fiscal et n'ont que faire d'une dégradation planifiée des services publics préjudiciable à la cohésion sociale. Cultivons le goût de la colère contre l'injustice. La réussite massive de la grève du 5 décembre est une première marche pour créer la dynamique d'un rapport de forces afin de renverser le dogme libéral dominant.

BLANDINE TURKI

Joint à ce numéro un supplément spécial Université d'automne



Échanger avec les familles
EDUCARTABLE

Évaluer au quotidien
EDULIVRET

Faire l'appel
EDUAPPEL

Gérer ma classe
EDUCLASSE

Préparer mon cahier-journal
EDUJOURNAL

Administer l'école
EDUDIRECTION

Éditions
EDUPREPS

Affichages et publications pédagogiques

Trouver ou partager une fiche de prep'

Les outils qui font gagner du temps aux enseignants

EDUMOOV.com

déjà choisis par **70 000** de vos collègues.

PRÉHISTOIRE ANTIQUITÉ MOYEN ÂGE TEMPS MODERNES ÉPOQUE CONTEMPORAINE

Bébé leader, parent suiveur

Une récente étude en neurosciences, réalisée à Londres et parue dans le journal scientifique américain Pnas*, démontre que l'intérêt des bébés joue un rôle crucial dans l'apprentissage des mots nouveaux. Contrairement aux idées reçues, les bébés n'absorbent pas passivement le lexique mais en modulent l'acquisition. Pour déterminer le rôle de cet intérêt, des scientifiques proposent aux parents de venir dans un « babylab » pour faire des jeux avec leur nourrisson, avec des objets qu'il connaît ou non, tels que des glands ou des peluches de chat

ou de phoque. Trente-huit nourrissons de 14 mois ont ainsi participé à cette expérimentation. Électro-encéphalogramme à l'appui, il en ressort que le regard des bébés est corrélé à l'activité cérébrale. «Après que leur nourrisson a regardé de manière proactive un jouet plutôt qu'un autre, si les parents nomment ce nouvel objet, leur nourrisson retient mieux ce mot », explique Louise Goupil, chercheuse CNRS au laboratoire de psychologie et neurocognition à l'université Grenoble-Alpes et co-autrice de l'étude. «Les mots sont arbitraires,

“LES BÉBÉS N'ABSORBENT PAS PASSIVEMENT LE LEXIQUE MAIS EN MODULENT L'ACQUISITION.”

les bébés ont besoin des experts pour les apprendre. Mais si la personne en face n'est pas sensible aux manifestations d'intérêt, l'apprentissage ne fonctionne pas », ajoute-t-elle. L'attention du bébé dirige donc l'action de l'adulte pour mieux apprendre. Bien que cette étude repose sur une diversité linguistique riche, elle ne concerne que des enfants issus de classe moyenne à moyenne supérieure. «Plus proches de la culture scolaire, ces familles ont souvent tendance à didactiser leurs interactions », précise Louise Goupil. C'est une des limites de l'étude que les scientifiques cherchent à dépasser. ANAÏS RICHARD

*«La dynamique leader-suiveur au cours des premières interactions sociales est importante pour l'apprentissage des mots chez le nourrisson». Proceedings of the National Academy of Sciences of the United States of America (Pnas). 2024.



SELON L'ÉTUDE, le regard des bébés est corrélé à l'activité cérébrale.

MONTRE QUE LES JEUNES EXPOSÉS À LA PRÉCARITÉ SONT 1,5 FOIS PLUS SUSCEPTIBLES DE SORTIR DU SYSTÈME ÉDUCATIF AVEC LE BREVET OU MOINS. POURTANT, LE PARCOURS SCOLAIRE S'AVÈRE UN «ÉLÉMENT PROTECTEUR» VIS-À-VIS DE LA PAUVRETÉ À L'ÂGE ADULTE.

C'EST LE POURCENTAGE D'AUGMENTATION DES RISQUES DE DEVENIR UN ADULTE PAUVRE QUAND ON A VECU UNE ADOLESCENCE DANS LA PRÉCARITÉ, SELON UNE ÉTUDE DE FRANCE STRATÉGIÉ. AVEC UNE TRANSMISSION DE LA PAUVRETÉ PLUS ÉLEVÉE POUR LES FEMMES. L'ÉTUDE

60%

© Peopleimages.com/Shutterstock

École outragée mais école mobilisée !

Suppression de postes, extension des jours de carence, prescriptions pédagogiques... contre le trio majeur des mesures gouvernementales, l'école et ses personnels feront front dès le 5 décembre.



© Millierand/NAJA

Crise de bégaïement au sein d'un gouvernement qui donne dans le tragique de répétition. À la trilogie « l'ordre, l'ordre, l'ordre » d'un ministre de l'intérieur pour qui « l'État de droit n'est ni intangible, ni sacré », fait écho celle d'Anne Genetet si tôt nommée à l'Éducation nationale : « élever le niveau, élever le niveau, élever le niveau »... Au vu des mesures annoncées, il est permis de douter qu'il s'agisse de celui de l'ambition pour l'école publique. Car la même ministre qui se targuait de se battre « pour que l'école dispose de tous les moyens possibles (...) [et] sanctuariser le

budget de l'école » rejouait quelques semaines plus tard la partition de la symphonie des vaches maigres, grand tube des années Sarkozy. Pas moins de 4 000 postes supprimés dans l'enseignement dont 3 155 dans le premier degré... voilà une occasion ratée de se saisir de l'érosion démographique pour rapprocher la France de la moyenne d'élèves par classe en Europe, au niveau des pays qui réduisent mieux les inégalités scolaires. La mise en œuvre à marche forcée de l'acte II du « choc des savoirs » se veut une reprise sans variation de la version

originale composée par Gabriel Attal. Différés pour cause d'élections, programmes et labellisation des manuels de français et maths des cycles 1 et 2 mais aussi nouveaux programmes du cycle 3 à venir s'appliqueront à la rentrée 2025, malgré l'opposition quasi unanime de la communauté éducative et la lassitude d'une profession sur laquelle s'abat des injonctions au rythme comparable à celui des catastrophes climatiques. Comme le symbole d'une institution qui marche sur la tête, le nouveau socle commun est quant à lui programmé pour 2026.

APPEL UNITAIRE

Ajoutant à cette pluie d'enclumes pédagogiques corsetant le métier, le ministre de la fonction publique Guillaume Kasbarian, admiratif du programme de dérégulation de l'administration américaine confié au milliardaire Elon Musk par Donald Trump, s'est emparé des rennaises de café du commerce sur les prétendus absences des fonctionnaires, en projetant de porter la carence de 1 à 3 jours et de réduire l'indemnisation des arrêts maladie. Ce projet injuste et inefficace (lire page 9) indigne à juste titre les PE et AESH, professions féminisées, dont la réalité du temps et des conditions de travail est caricaturée par le « prof bashing » de Nicolas Sarkozy contre lequel Anne Genetet ne trouve rien à dire... La ministre gagnerait à prêter l'oreille aux travaux de la recherche conviée à l'Université d'automne de la FSU-SNUipp (voir supplément joint) qui ont notamment souligné comment la santé au travail des PE est négligée par l'institution et à quel point le métier s'est complexifié pour assoir une autorité éducative et « éduquer avec tact » selon le plaidoyer d'Erick Prairat. Une éthique professionnelle attentive et respectueuse, à laquelle le gouvernement est étranger. C'est pourquoi les principales organisations syndicales de l'Éducation et de la Fonction publique dont FSU, UNSA, CFDT, CGT et SUD appellent à la grève dès le 5 décembre pour l'annulation des suppressions de postes et des jours de carence. FRANCK BROCK

opinion

CHRISTIAN CHAVAGNEUX, ÉDITORIALISTE D'ALTERNATIVES ÉCONOMIQUES

« Le constat d'un vrai dérapage des finances publiques est partagé. La moitié de la progression de la dette est issue des crises – pandémie et guerre en Ukraine. Mais depuis 2017, la France s'est structurellement privée de 62 milliards de recettes, victime



© Jérémie Wach-Chastel

de la posture idéologique d'Emmanuel Macron en faveur de la baisse d'impôts. Or, pour

maintenir leur niveau de développement et réaliser la transition énergétique et numérique, renforcer l'éducation, la santé, la défense, les pays industrialisés ont besoin de dépenser davantage et donc d'augmenter leurs recettes. Le projet gouvernemental fait trop peser l'effort sur la réduction des dépenses, au détriment de l'activité et de l'emploi et donc des recettes. Même l'Europe pointe que l'austérité ne permettra pas à la France de réduire son déficit à 5%. L'alternative consiste à mettre l'accent sur de nouvelles sources fiscales. Non pas seulement taxer davantage les revenus des plus riches, mais surtout taxer leur patrimoine. En France, 1% des plus riches détient un quart des 15 000 milliards d'euros détenus par l'ensemble de la population. Prélever 1% de ce capital pourrait rapporter au moins 20 milliards d'euros et la taxation des très gros héritages environ 15 milliards. Une telle politique de justice fiscale épargnant 99% du pays serait à la hauteur de ses problèmes budgétaires. »

OZP : mettre fin à la ségrégation

Après deux manifestes restés lettres mortes, l'Observatoire des zones prioritaires (OZP) continue de porter la nécessité d'une véritable politique d'éducation prioritaire (EP) face aux inégalités persistantes. Le troisième manifeste revendique davantage de mixité sociale et une consolidation de la politique d'EP basée sur le référentiel de 2014.

L'OZP demande notamment d'attribuer les moyens en fonction de la situation sociale des écoles, de revoir la carte de l'EP sans inclure l'enseignement privé ou encore de renforcer l'attractivité des postes « par des moyens financiers mais aussi en développant l'accès à des ressources culturelles et pédagogiques qui répondent aux besoins

identifiés par les professionnels et la recherche ». Une politique qui doit s'inscrire dans la durée.

Pour des pensions dignes

Après avoir annoncé un report pur et simple, le gouvernement opte pour une revalorisation des pensions de retraites en deux temps : au 1^{er} janvier 2025, à hauteur de 50% de l'inflation, puis un rattrapage pour les plus modestes au 1^{er} juillet. Une proposition qui pénaliserait tous les retraité-es avec une perte de pouvoir d'achat. D'autant que depuis 2017, les pensions n'ont augmenté que de 13,6% pour une inflation de 19,5%. C'est pourquoi le G9 appelle à signer une pétition et à se mobiliser massivement le 3 décembre prochain.

Toujours moins

À l'issue de la phase d'ajustement de la carte scolaire en septembre, l'enquête de la FSU-SNUipp révèle l'inadéquation des mesures prononcées avec les besoins. Alors que la baisse démographique aurait dû se traduire par la réduction de la moyenne d'élèves par classe, 1 664 classes ferment. Principalement en élémentaire, dont près d'un tiers en zone rurale. Un département sur deux

n'a consacré aucun moyen au remplacement, pourtant en tension générale. La part de l'enseignement spécialisé dévolue à l'école inclusive, priorité ministérielle, est renforcée de 313 postes alors que la reconstruction des Rased reste faiblement dotée (34 créations). Les fusions d'écoles maternelles/élémentaires se poursuivent. Comment faire mieux l'école avec moins d'écoles ?

Évaluations, cesser les infx !

Contrairement aux annonces de la ministre de l'Éducation nationale, les résultats aux évaluations nationales standardisées 2024 ne permettent pas de conclure à une augmentation des compétences des élèves au vu de la faiblesse des variations constatées par rapport aux années précédentes. Par ailleurs,

les inégalités de réussite entre élèves, en fonction



© Millerand/NAJA

de leur sexe, de leur secteur en éducation prioritaire ou pas, restent alarmantes. Ces résultats soulignent une fois encore que la focalisation insistante sur « les fondamentaux » ne lutte pas contre les inégalités, et entrave la progression des élèves vers des savoirs ambitieux. La FSU-SNUipp continue de demander leur abandon.

Focus

CHOC DES SAVOIRS : LE MINISTÈRE S'ENTÊTE

De nouveaux programmes maths et français des cycles 1 et 2 ont été publiés pour une application à la rentrée 2025. Avec une conception mécaniste des apprentissages et des objectifs à atteindre à chaque âge, le ministère fait comme si tous les enfants apprenaient au même rythme et de la même manière. La ministre Anne Genetet demande de changer, dès à présent, les contenus de formation des plans maternelle, français et maths. Les évaluations du CP au CM2, pourtant fortement décriées par la profession, sont maintenues. Des manuels scolaires labellisés sont annoncés et un financement par l'État est prévu pour les écoles en éducation prioritaire et en zone rurale. Pour septembre 2025, de nouveaux programmes du cycle 3 en maths et en français sont annoncés alors que personne n'en a encore connaissance, puis pour l'ensemble des disciplines à la rentrée 2026. Par ailleurs, le socle commun de connaissances, de compétences et de culture sera réécrit. Alors que la communauté éducative et des pans entiers de la recherche s'opposent à l'empilement de ces mesures du choc des savoirs mettant à mal le métier, le ministère, lui, s'entête.

Jours de carence : une mesure inique

Un amendement au projet de loi de finances 2025 prévoit la prolongation du délai de carence dans la fonction publique de 1 à 3 jours pour la prise en charge des arrêts maladies hors pathologies lourdes. Au-delà de trois jours s'ajoute la réduction de la prise en charge du salaire de 100% à 90%. Le ministre de la Fonction publique évoque un souci d'équité avec le secteur privé oubliant sciemment que 82% des cadres du privé ont leurs jours de carence pris en charge par leur employeur selon l'IGF*. De plus, contrairement aux idées reçues, les enseignantes et enseignants ont été moins absents pour raison de santé en 2023 que les salarié-es du privé (9,3 jours contre 10,3) selon la DGAFP**.

*Inspection générale des finances, juillet 2024.

**Direction générale de l'administration et de la fonction publique, rapport 2024 sur l'état de la fonction publique.

SIMULATION DE PERTE DE SALAIRE POUR UN ARRÊT DE 5 JOURS AVEC LE CALCULATEUR EN LIGNE DE LA FSU-SNUIPP



Thomas est PE échelon 7, dans une école élémentaire. **Il perd 256 euros.**

	ACTUELLEMENT	AVEC LA RÉFORME
Pertes liées aux jours d'absence	- 80 €	- 256 €
Salaire restant à la fin du mois	2320 €	2144 €



Sarah est PE échelon 4 de la hors classe en maternelle. **Elle perd 300 euros.**

	ACTUELLEMENT	AVEC LA RÉFORME
Pertes liées aux jours d'absence	- 94 €	- 300 €
Salaire restant à la fin du mois	2721 €	2515 €



Lilas est AESH à temps plein échelon 7. **Elle perd 180 euros.**

	ACTUELLEMENT	AVEC LA RÉFORME
Pertes liées aux jours d'absence	- 58 €	- 180 €
Salaire restant à la fin du mois	1682 €	1560 €

3 questions



MARIE PLA, co-porte-parole du collectif Nos services publics

1 LA CRISE ENVIRONNEMENTALE IMPACTE-T-ELLE LES SERVICES PUBLICS ?

Les politiques publiques ont été conçues sans prendre en compte les contraintes écologiques : ressources limitées, réchauffement climatique, impact sur la biodiversité, etc. Basées sur l'idée que les ressources étaient infinies, ces politiques perpétuent et aggravent les « conflits de besoins ». Par exemple, la gestion de la ressource en eau se concentre sur la réponse aux besoins humains sans prendre assez en compte les besoins des milieux naturels : ainsi, seuls 3% du budget des politiques publiques de l'eau sont consacrés aux milieux naturels, dont notre survie dépend pourtant ! Par ailleurs, l'impact des activités humaines sur la qualité de l'eau est majeur : aujourd'hui, 10 millions d'habitants boivent une eau polluée.

2 Y A-T-IL UNE CONTRADICTION À VOULOIR PLUS DE SERVICES ET MOINS DE FONCTIONNAIRES ?

Oui. Dans les débats récents sur le fait qu'il y aurait trop de fonctionnaires ou qu'ils seraient toujours en arrêt maladie, on retrouve des

poncifs très anciens qui cachent une question plus importante : quels sont les besoins de la population et comment choisit-on d'y répondre ? L'éducation, la santé, la justice, la sécurité sont des besoins auxquels on répond par les services publics. Ces derniers pâtissent d'un manque de moyens, notamment humains. Vouloir réduire le nombre d'agents publics, c'est directement attenter à la qualité de ces services déjà dégradés. Pourtant, ils remplissent un rôle fondamental, la dégradation des services publics est une menace pour tout le monde.

3 QUELLES POLITIQUES PUBLIQUES MENER ?

La façon dont nous répondons à nos besoins génère des « conflits de besoins » : par exemple, il n'y a pas de régulation sur les volumes d'eau prélevés et les finalités de ces prélèvements. En revanche, des arrêts de sécheresse sont prononcés régulièrement. On pourrait envisager une gestion de l'eau à moyen terme pour faire face à une baisse de la ressource déjà constatée. La puissance publique doit réduire les « conflits de besoins » en arrêtant de les aggraver et en proposant de hiérarchiser les besoins. Il faut trouver de nouvelles manières d'y répondre et remettre la puissance publique au centre dans la régulation et l'arbitrage démocratique. PROPOS RECUEILLIS PAR NELLY RIZZO

À Montpellier, pour un retour d'ascenseur social

Dans le quartier du Pas du Loup à Montpellier, l'école Victor Schoelcher et les associations se mobilisent pour lutter contre le déterminisme social.

« Ce quartier enclavé manque de tout : transports, commerces, médecins, actions culturelles complémentaires à l'école », affirme Donalie-An Tran, coordinatrice de l'association « Entre et avec » qui anime des cours d'alphabétisation dans le quartier du Pas du Loup au nord-ouest de Montpellier (Hérault). 51% de la population y vit sous le seuil de pauvreté, 39% des familles sont monoparentales et un jeune sur quatre entre 16 et 25 ans est non scolarisé et sans emploi*. Les derniers événements – l'incendie criminel de l'épicerie qui a fait deux morts – révèlent l'urgence d'écouter ce qu'ont à dire les habitants et notamment les habitantes. « Les femmes font un travail invisible, il nous a semblé important de leur donner la possibilité de faire entendre leurs voix », explique Donalie-An. Lors des ateliers de cours d'alphabétisation, les mères ont rédigé une lettre pour dire comment le quartier se vit et ont fait part de leurs besoins d'accompagnement, de leur sentiment d'être démunies face aux sorties de route de leurs ados et aussi de la peur des représailles. « La parole se libère, un réseau de connaissances se met en place grâce aux liens de confiance qu'a su tisser l'association ADT-Quart



CHANGER DE REGARD sur les élèves et les familles en situation de grande précarité.

Monde présente ici depuis des années pour notamment du soutien scolaire et un accompagnement des parents avec Maryline Renard. Mais c'est aussi grâce à l'investissement des équipes enseignantes. L'école est le dernier service public dans le quartier », affirme Donalie-An.

L'ÉCOLE, CIMENT DU QUARTIER

Pour Majorie Khalkhal, directrice de l'école primaire Victor Schoelcher, « l'école doit tout mettre en œuvre pour inverser la tendance, faire en sorte que l'ascenseur social fonctionne ». Pour cette enseignante présente dans l'école depuis 17 ans, le lien avec les familles est

essentiel, il est au cœur du projet d'école. Depuis qu'elle est directrice, elle invite les familles les plus en difficulté à scolariser leurs enfants dans le dispositif moins de 3 ans. « L'objectif est de créer très tôt un lien de confiance, rapporte Marjorie, de lutter contre l'illettrisme, de faire découvrir et rencontrer des partenaires de l'école comme la médiathèque ou le lieu d'accueil enfant-parent ». Un fonctionnement qui séduit les familles. « Ce dispositif facilite l'entrée en petite section sans pleurs, les enfants apprennent à être propres et cela développe leur langage, détaille Rabia, mère d'élèves. Cela permet aussi de rencontrer les autres mamans

et de participer à des animations proposées par l'école et de découvrir d'autres lieux ». Les parents peuvent aussi compter sur Marjorie pour les aider dans différentes démarches administratives. « L'équipe enseignante s'est toujours préoccupée de la situation socio-économique des familles, des modalités pour avoir les codes de l'école afin que les enfants réussissent mieux. Alors, quand ATD-Quart Monde a lancé la recherche-action Cipes (voir encadré ci-contre), l'école s'est portée volontaire ».

LUTTER CONTRE LA FATALITÉ

Vincent Gevrey, chercheur en sciences de l'éducation qui accompagne l'école

dans ce cadre depuis 2021, explique que « l'idée n'était pas de s'arrêter à un état des lieux mais de penser ensemble la question de la grande pauvreté sur le long terme ». Après avoir effectué des observations en classe, des entretiens avec PE, mères d'élèves et élèves, le chercheur constate que « les familles vivent et appréhendent l'école comme la chose la plus importante mais ne se sentent pas légitimes à s'occuper des devoirs, observer en classe ou donner leur avis sur l'orientation de leur enfant ». Pour contrer cela, l'équipe du cycle 3 met en place cinq actions différentes. Une réunion de rentrée inversée où, durant une semaine, les élèves ont filmé l'arrivée à l'école et le travail en classe pour le présenter aux familles lors de la réunion de rentrée. Une classe ouverte où les parents assistent à une séance en classe précédée et suivie d'un entretien avec l'enseignante. Une fête des histoires où les familles sont invitées à la lecture d'albums après la classe. Une classe de CM1-CM2 afin que le lien de confiance ne soit pas à recréer l'année suivante et un café des parents où les familles échangent sur différentes thématiques. Des actions ressenties comme positives par les familles et les PE mais qui n'ont pas toutes la même portée et dont il est parfois compliqué d'avoir une lecture selon le chercheur. « Les parents qui participent à ces actions sont les mamans qui sont déjà très investies à différents degrés dans l'école et déjà attentives à la scolarité de leur enfant. Demeure la problématique de comment atteindre les familles les plus éloignées ». Si la diversité de ces actions a des limites, elle montre aussi « un pas de côté dans les pratiques du quotidien et donne un espace réflexif aux équipes enseignantes ». Selon Marjorie, « les mamans viennent plus facilement parler lorsqu'il y a un souci dans la famille, il y a une écoute attentive dans le parcours scolaire des enfants. Cela permet de réduire le conflit de loyauté des élèves avec leurs parents. C'est aussi un regard objectif sur tout le travail que nous avons mené, un sentiment de satisfaction, de fierté. Et même si toutes les difficultés ne sont pas résolues, cela nous encourage à poursuivre ». NELLY RIZZO

*Source Insee, SIG ville, 2024.



ÉVITER LA SÉGRÉGATION

ATD-Quart Monde, suite au constat dressé par la Depp, lance en 2019 la recherche-action « Choisir l'inclusion pour éviter la ségrégation » (Cipes). En effet, 72,1% d'élèves en Segpa et 80% de ceux en Ulis sont issus de milieux défavorisés. Le constat est sensiblement le même dans les instituts thérapeutiques, éducatifs et pédagogiques. Leurs parents ont, pour beaucoup d'entre eux, vécu la même situation. Pour lutter contre ce déterminisme social, Cipes a vocation à expérimenter de nouveaux chemins avec et dans les écoles et collèges volontaires. Après un état des lieux des pratiques existantes en 2019-2020, différentes actions sont mises en place dans les écoles et établissements volontaires. Un ou une référente et des personnes ressources de la recherche et de l'AGSAS* accompagnent les projets. Une recherche-action au long court pour laquelle l'année scolaire 2024-2025 est celle du bilan.

*Association des groupes de soutien au soutien.

“Penser ensemble la question de la grande pauvreté sur le long terme”

Coup de chaud sur les écoles

Face au dérèglement climatique, notamment la multiplication des épisodes caniculaires, le bâti scolaire, vieillissant et inadapté, nécessite une rénovation d'ampleur. Malgré le plan gouvernemental prévoyant de réhabiliter 40 000 écoles d'ici à 2034 et des initiatives locales encourageantes, la communauté éducative s'inquiète des conditions d'apprentissage et d'enseignement.

Coup de chaud sur les écoles

« Il s'agit d'isoler le plus possible les bâtiments scolaires, notamment en végétalisant l'école mais aussi ses environs, pour rendre les étés supportables et échapper à des températures empêchant les élèves de se concentrer, affirme le réalisateur et auteur Cyril Dion (page 19). *Éco-construire des écoles et penser le tissu urbain autour suppose une volonté politique des collectivités locales et de l'Éducation nationale* ».

Chaque jour, en effet, plus de 13 millions de personnes fréquentent une école, un collège ou un lycée, soit un patrimoine public de 63 000 bâtiments et près de 157 millions de mètres carrés. Face aux effets récurrents du dérèglement climatique sur les territoires hexagonal et ultra-marin et à la nécessité de se conformer aux objectifs européens de baisse de la consommation énergétique, l'urgence d'un plan de rénovation des écoles s'est imposé à l'État et aux collectivités. Ce programme lancé à la rentrée 2023 prévoit la rénovation de 2 000 écoles primaires d'ici à la fin de l'année et de 40 000 à l'horizon 2034. Il pourrait toutefois faire les frais d'arbitrages budgétaires défavorables.

Alors qu'en 1990, la France connaissait en moyenne deux jours de vague de chaleur annuelle, les épisodes caniculaires sur le territoire concernent depuis 2020 huit journées par an. En outre, selon l'organisation Oxfam, au vu de la vétusté du bâti scolaire, 1,3 million d'enfants de maternelle notamment serait exposé d'ici à 2030 à des températures excédant les 35° dans les classes (page 16). Ainsi, 55% des écoles maternelles seraient concernées, avec de fortes disparités territoriales. Une situation d'autant plus critique que, comme le rappelle l'Unicef dans un rapport d'août dernier, les jeunes enfants sont davantage vulnérables à la chaleur du fait d'une plus faible thermorégulation corporelle et d'une moindre reconnaissance des signes d'alerte. Pour tenir compte de cette vulnérabilité, la Défenseure des droits préconise notamment l'accélération de la rénovation du bâti scolaire dans son rapport de novembre 2024.

IMPLIQUER LES ÉQUIPES

« La plupart des écoles, vieillissantes, n'ont pas été conçues en tenant compte du confort d'été, constate Angélique Liard, chargée



© Millerand/NAJA

de mission au Conseil d'architecture, d'urbanisme et d'environnement de la Drôme. *Le contrôle des apports solaires et la gestion de la qualité de l'air sont souvent peu ou mal traités. En outre, les cours*

“Rendre les étés supportables et échapper à des températures empêchant les élèves de se concentrer”

d'école souvent imperméables, réalisées en enrobé avec peu de végétation, ajoutent des îlots de chaleur » (page 17). « *En tant que maîtrise d'usage, les enseignants font partie du projet de réhabilitation parce qu'ils connaissent le bâtiment. Ils peuvent solliciter les élus en cas de problème* », ajoute Angélique Liard.

Les personnels de l'école maternelle de Montmidi, à Poitiers dans la Vienne, ont été associés à la conception d'un bâtiment scolaire bioclimatique construit par la ville, qui souhaite atteindre des « performances environnementales et énergétiques très élevées », en particulier en traitant l'isolation du bâtiment pour à la fois réduire la consommation d'énergie l'hiver et préserver le confort thermique l'été (page 18). Partie prenante de ce pro-

“Stimuler l'imagination des pratiques enfantines, répartir l'occupation de l'espace et apaiser le climat scolaire”

jet exemplaire, la directrice de l'école a bénéficié de huit jours de décharge pour intégrer les réunions de chantier. « *Avoir pu participer à ce projet et travailler dans une école de cette qualité environnementale... ça n'arrive jamais dans une carrière* », se réjouit l'enseignante. La ville de Lons-Le-Saunier (Jura) mène

elle aussi une opération ambitieuse portant sur la végétalisation des cours dont celles des écoles maternelle et élémentaire Jacques Prévert. Un chantier visant à offrir un îlot de fraîcheur, stimuler l'imagination des pratiques enfantines, répartir l'occupation de l'espace et apaiser le climat scolaire (pages 16-17).



INVESTIR

Dans le cadre de la mission d'information « Le bâti scolaire à l'épreuve de la transition écologique », la FSU a été reçue par le Sénat en mars 2023. Pour le premier degré, elle constate que « les équipes sont trop souvent mises à l'écart des travaux. Leurs conditions de travail ne sont pas assez prises en compte pour la rénovation ou la construction du bâti scolaire. » Or, ces travaux doivent s'inscrire dans « l'absolue nécessité de la continuité d'un service public d'enseignement de qualité ». Par ailleurs, la décentralisation renforçant la charge financière des écoles pour les collectivités entraîne des inégalités territoriales. Malgré l'annonce gouvernementale en 2020 d'une subvention de 4 milliards d'euros, seuls 3% des écoles ont obtenu des travaux allant du changement de quelques fenêtres à la réhabilitation complète. L'école a pourtant besoin « d'un grand plan national d'investissement et de rénovation du bâti scolaire ».

Pour Fabienne Giroud, enseignante à l'école élémentaire, cela « crée un autre rapport à la nature et au vivant, cela modifie les représentations de ces enfants qui habitent au milieu du béton ».

Le lien entre un climat plus supportable et des relations sociales apaisées ne surprend pas Cyril Dion : « *Dans sa structuration physique, son insertion territoriale, le partage avec les autres espèces vivantes, une autre façon d'enseigner, une école d'avenir doit proposer le récit d'une sobriété adaptée aux transformations climatiques et écologiques. Dans un monde où se parler, s'entendre, parvenir à une interprétation commune du réel devient de plus en plus difficile, il faut des bâtiments qui, dès l'enfance, permettent le brassage, la rencontre, le dialogue, la coopération* ».

En surchauffe

Les canicules s'étendent davantage nuisant aux conditions d'apprentissage et d'enseignement.

Depuis des décennies, nombre d'expert-es alertent sur les impacts du réchauffement climatique: inondations, incendies, érosions côtières, épisodes extrêmes, canicules... L'été 2024 a marqué un nouveau record avec une hausse de la température moyenne du globe de 1,5°C, selon le service européen Copernicus. Ce niveau annule déjà la résolution fixée par les accords de Paris en 2015, de maintenir le réchauffement planétaire à moins de 1,5°C. Ces hausses de températures, également relevées dans les océans, annoncent notamment des vagues de chaleur plus intenses mais aussi plus fréquentes et plus longues, touchant davantage les périodes scolaires. L'organisation Oxfam estime dans un rapport de juillet 2024 que d'ici à 2030, au vu de la vétusté du bâti scolaire en France, 1,3 million d'enfants de maternelle serait exposé à des températures excédant 35°C dans les classes. Ainsi, 55% des écoles maternelles seraient concernées, avec de fortes disparités territoriales sachant

que les conséquences sanitaires sont amplifiées en ville par la concentration de population, les îlots de chaleur, une pollution accentuée et des accès inégaux aux aménités environnementales. Une étude menée par des chercheurs et chercheuses d'Harvard souligne les effets de la chaleur sur les fonctions cognitives de jeunes adultes notant entre autres agitations, étourdissements et malaises. De son côté l'Unicef rappelait en août 2024 que les jeunes enfants étaient davantage vulnérables à la chaleur du fait d'une plus faible thermorégulation corporelle et d'une moindre reconnaissance des signes d'alerte. Les vagues de chaleur affectent leur capacité à apprendre, portant atteinte à leur éducation. Par ailleurs, un rapport de France Stratégie sur le travail à l'épreuve du changement climatique en juin 2023 signalait que la chaleur diminue les capacités de concentration et de vigilance, accroît la nervosité et les temps de réaction, montrant que les personnels ne seront pas épargnés.

La cour des merveilles

Quand la végétalisation de la cour redéfinit les relations à l'école Jacques Prévert de Lons-Le-Saunier (Jura).

« J'adore faire des balades dans la cour », confie Fanta, élève en GS à l'école maternelle Jacques Prévert de Lons-Le-Saunier. Des promenades récréatives appréciées aussi à l'école élémentaire accolée, depuis la végétalisation des cours de ces deux écoles jurassiennes. Faire le tour du rectangle bitumé de l'ancienne cour revêtait moins d'intérêt ! Dans chaque cour, un circuit pour vélos et trottinettes ondule entre différents espaces aménagés, buttes en terre et végétations variées, souvent accessibles aux élèves qui disposent à la fois de zones dynamiques et calmes. En maternelle, les enfants récoltent et transportent les feuilles mortes, tentent de s'équilibrer sur des rondins, dessinent à la craie sur les pavés ou investissent une cabane pour troquer des copeaux de bois. À l'élémentaire, ils négocient leur tour de balançoire, jouent à « loup-famille-cache-cache » dont ils ont imaginé les règles, investissent les tables pour faire des coloriages ou improvisent un récital à l'amphithéâtre. L'implication des élèves au fil de l'élaboration de la cour de récréation a permis de prendre en compte leurs envies et leurs besoins. L'avis de Mayssan est franc : « Cette cour est bien plus belle et il y a plus de possibilités de jeux. » Sirane, sa camarade de CM, appuie : « Avant il y avait juste deux cages pour jouer, maintenant on a un vrai terrain », en référence à l'aménagement d'un city, volontairement décentré pour sortir du classique terrain de foot do-



minant l'espace et renvoyant la grande majorité des filles et les garçons moins sportifs en périphérie. À l'instar du vélo en maternelle canalisé grâce à la mise en place du circuit.

VARIATIONS DE PRATIQUES

Initiée dans un objectif de désimper-méabilisation des sols et de création d'îlots de fraîcheur, la végétalisation a permis un renouvellement des interactions et des pratiques enfantines, participant à un apaisement du climat. Valérie Cuinet-Renard et Jérôme Poux-Berthe, PE à l'élémentaire, confirment que s'il reste des « chamailleries, les élèves s'autorégulent davantage, l'occupation des espaces s'est équilibrée. Le climat de classe s'en retrouve également amélioré, les élèves ne remontant pas des récréations avec la tension des conflits ». Leur collègue Fabienne Giroud précise à cet égard le lâcher prise nécessaire – et pas si évident – pour les adultes : ne pas craindre les salissures, accepter d'autoriser aux enfants des espaces de liberté. Des exploitations pédagogiques ont aussi émergé : un parcours signalétique identifiant les essences des arbres en partenariat avec un artiste céramiste, la réalisation d'hôtels à insectes ou de tisane de tilleul, la tenue de potagers ou des lectures à l'ombre lorsque les classes exposées plein sud atteignaient les 30° en juin... Fabienne note également l'émerveillement devant les couleurs des feuilles d'automne et le plaisir des premiers bourgeons au printemps : « Cela crée un autre rapport à la nature et au vivant et modifie les représentations de ces enfants qui habitent au milieu du béton. Ils ont apprivoisé leur première peur des abeilles ou des vers de terre pour apprendre à aimer les observer. » La récré devient un espace d'expérimentations spontanées.



3 QUESTIONS À...



ANGÉLIQUE LIARD, chargée de mission au

Conseil d'architecture, d'urbanisme et d'environnement (CAUE) de la Drôme.

1.

LES ÉCOLES SONT-ELLES ASSEZ ADAPTÉES AU RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE ?

La plupart des écoles, vieillissantes, n'ont pas été conçues en tenant compte du confort d'été. Le contrôle des apports solaires et la gestion de la qualité de l'air sont souvent peu ou mal traités. Il existe trois typologies d'école à rénover. Celles construites avant les années 70 ne sont pas du tout isolées mais ont l'avantage d'avoir de l'inertie et des classes traversantes pour la ventilation. Les écoles construites après les années 70 sont un peu plus isolées mais ont beaucoup moins d'inertie. Leur forme et les matériaux utilisés sont désastreux pour le confort d'été. Mais les écoles construites à partir des années 90 sont aussi très problématiques avec l'apparition des verrières en toiture. Enfin, les cours d'école souvent imperméables, en enrobé avec peu de végétation, ajoutent des îlots de chaleur.

2.

EN QUOI LES COLLECTIVITÉS PEUVENT-ELLES SOUTENIR LA RÉNOVATION ?

La question énergétique et la dimension économique s'ajoutent à la problématique du confort d'été. Les collectivités peuvent être tentées d'apporter des réponses rapides, comme l'installation d'une climatisation

qui, loin d'être la solution, participe au réchauffement climatique. L'État les incite à rénover mais aucune réglementation ne les y oblige. Pour l'instant, des aides existent et peuvent atteindre jusqu'à 80% du coût du projet. Nous évaluons avec les communes les solutions qui seront les plus pertinentes à moyen et long termes, en tenant compte des aspects urbains, architecturaux, fonctionnels, paysagers et économiques. Parfois, il vaut mieux construire une nouvelle école, parfois des solutions efficaces peuvent être envisagées sans nécessiter de lourds travaux. Les abords de l'école sont systématiquement intégrés, tout comme les questions de sécurité et de mobilité dans une perspective de transition écologique.

3.

COMMENT FAIRE POUR QUE LES PE SOIENT PARTIE PRENANTE ?

Nous posons dès le pré-programme la nécessité de travailler avec les usagers. Questionner le projet pédagogique est primordial car chaque école a ses spécificités. En tant que maîtrise d'usage, les enseignants font partie du projet de réhabilitation parce qu'ils connaissent le bâtiment. Ils peuvent solliciter les élus en cas de problème. Ainsi, en juin 2019, plusieurs écoles de la Drôme ont dû fermer lors de la canicule. En parallèle, responsabiliser l'utilisateur fait aujourd'hui partie intégrante du projet. Sans les bons gestes, le bâtiment ne peut pas fonctionner. Pour le confort d'été, par exemple, une ventilation matin et soir ou nocturne peut s'envisager. Et pourquoi ne pas repenser les apprentissages en fonction des saisons ? C'est le cas des classes extérieures dans les mois les plus chauds.



Première rentrée à l'écol'ogie

À Poitiers (Vienne), l'école maternelle de Montmidi se veut un modèle de construction bioclimatique.

«Avoir pu participer à ce projet et travailler dans une école de cette qualité environnementale... ça n'arrive jamais dans une carrière!». À l'instar de la directrice Frédérique Delage, l'équipe de la maternelle de Montmidi à Poitiers (Vienne) mesure «la chance» d'avoir emménagé à la rentrée dans des locaux qui cochent toutes les cases d'un bâti scolaire adapté à la crise climatique. Située dans le quartier résidentiel de Montgorges en plein essor démographique et à la mixité sociale croissante, l'école originelle est trop exiguë pour faire face à l'afflux d'élèves. La ville de Poitiers engage alors le chantier exemplaire d'une école bioclimatique aux «performances environnementales et énergétiques très élevées». Avec comme priorité l'isolation du bâtiment pour réduire la consommation d'énergie l'hiver et préserver le confort thermique l'été. «C'est la combinaison innovante de matériaux locaux et bio-sourcés qui y contribue» détaille Géraldine Bonneau, coordinatrice des travaux à la ville de Poitiers, «avec la toiture 100% végétalisée composée d'un substrat de coquillages, marc de café, fibres de bois et briques concassées, les murs de briques en terre crue régulant la température et les parois bois et pailles des façades exposées au rayonnement solaire». Une formule gagnante pour Catherine Alberteau, adjointe, qui «ressent la fraîcheur des classes lors de l'emménagement

estival». Qualité sanitaire de l'air assurée par une ventilation couplée à des fenêtres hautes en retrait de la façade, production positive d'énergie et réduction des émissions de CO2 grâce à l'association d'une chaudière biomasse et de panneaux photovoltaïques sont d'autres atouts de la construction.

BIEN-ÊTRE DES ÉLÈVES

Conçue comme un lieu de vie dont les multiples espaces bénéficient de larges ouvertures lumineuses vers la cour, l'école est desservie par une voie de «liaison douce» favorisant les déplacements pédestres et cyclistes. Et elle est bordée d'un espace vert qui fait écho au jardin pédagogique alimenté par les eaux de pluie et à une cour de récréation dotée d'une «jungle pédagogique» d'arbres et arbustes, de surfaces herbeuses et cintrée de rondins accueillant flore muricole, insectes et oiseaux. «C'est d'ailleurs très agréable de voir comment se prolonge la journée de classe des enfants dans le parc», note Catherine. Cerise sur le gâteau, l'équipe pédagogique, sensible aux enjeux écologiques et qui pratique déjà l'école dehors, a été associée à la conception de son lieu de travail. Frédérique a même bénéficié de huit jours de décharge supplémentaires pour «participer aux réunions de chantier». Et si l'adaptation à des locaux étendus ne va pas de soi dans la gestion des déplacements ou la communication interne, personnels et parents d'élèves «enthousiastes» apprécient la qualité d'une réalisation architecturale dont Géraldine Bonneau rappelle qu'elle est d'abord destinée au «bien-être des élèves». Pari réussi si l'on en juge les sourires des enfants qui, d'après Catherine, «ont appris à prendre des risques mesurés» dans une cour où les maîtresses notent «l'absence de conflits».

THERMOMÈTRE

Il n'existe pas de seuil réglementaire de température maximale ou minimale entraînant l'obligation d'interrompre une activité scolaire ou de fermer une école, mais l'administration est responsable de la santé et de la sécurité des personnels et des élèves. Selon l'Organisation mondiale de la santé, des risques d'atteintes à la santé sont réels lorsque les températures dans les locaux sont inférieures à 14°C ou supérieures à 30°C.

EXTRÊMES

Les départements, régions et collectivités d'Outre-Mer sont les territoires français les plus exposés aux effets du dérèglement climatique. Selon le rapport EcoAct de 2023, «ils seront touchés par des vagues de chaleur plus intenses que la métropole. En Guyane, ce seront 47 écoles exposées à des vagues de chaleur de +38°C.» Les écoles de Saint-Martin, Martinique, Guadeloupe sont exposées à des risques forts d'incendie. Celles de la Réunion et Mayotte sont particulièrement soumises à un risque d'érosion côtière.

PROMESSES NON TENUES

La Cour des comptes a publié en octobre dernier un rapport sur le plan «Marseille en grand» voulu par Emmanuel Macron. Ce plan présente «des insuffisances intrinsèques et organisationnelles de nature à compromettre la pleine satisfaction des besoins identifiés». La Cour indique «une absence de réflexion sur la ségrégation résidentielle» et «une prise en compte insuffisante des facteurs de l'échec scolaire». En 2023, pour l'éducation, seulement 1,8% du montant annoncé par le gouvernement a été décaissé par l'État.

“Donner aux bâtiments scolaires une fonction démocratique”



© Patrick Lazić

BIO
Cyril Dion, est réalisateur et auteur. Il a notamment réalisé «Demain», la série documentaire d'Arte «Un monde nouveau» et publié «Petit manuel de résistance contemporaine». Il a présidé la Convention citoyenne pour le climat en 2019-2020.

QUELS SONT LES ENJEUX ÉCOLOGIQUES DU BÂTI SCOLAIRE?

CYRIL DION: De manière générale, consommer le moins d'énergie possible, voire en produire de manière renouvelable. Et donc isoler le plus possible, notamment en végétalisant l'école mais aussi ses environs, pour rendre les étés supportables et échapper à des températures empêchant les élèves de se concentrer. Pour diminuer la pression sur la ressource en eau, récupérer la pluie pour des usages non alimentaires. Et puis donner aux bâtiments scolaires une fonction démocratique. Les infrastructures jouent sur la façon dont les gens interagissent à l'intérieur. Or, la crise écologique est liée à une profonde crise démocratique. Dans un monde où se parler, s'entendre, parvenir à une interprétation commune du réel devient de plus en plus difficile il faut des bâtiments qui, dès l'enfance, permettent le brassage, la rencontre, le dialogue, la coopération.

COMMENT ADAPTER L'ÉCOLE À LA CRISE CLIMATIQUE?

C.D.: Éco-construire des écoles et penser le tissu urbain autour suppose une volonté politique des collectivités locales et de l'Éducation nationale. Le mouvement architectural de «frugalité heureuse» propose des constructions avec des matériaux locaux, biodégradables et durables, réduisant la consommation de matériaux et d'énergie. Il faut aussi que les écoles soient accessibles à pied, à vélo, en transports en commun pour éviter les émissions de gaz à effets de serre des voitures. Les cantines scolaires sont

aussi un levier puissant de transformation d'une agriculture co-responsable du réchauffement. La commande publique de repas est une aide à l'installation et la conversion de paysans bio et locaux. Au regard de l'effet cocktail délétaire des pesticides, l'alimentation bio est un enjeu sanitaire majeur pour nos enfants. Les réglementations doivent évoluer pour favoriser des appels d'offres qui la soutienne. Des villes pionnières ont préempté des terrains pour installer un maraîcher bio et fournir la cuisine centrale. Ces exemples montrent que les écoles peuvent être motrices de transformations.

QUI DOIT PORTER CES TRANSFORMATIONS?

C.D.: Avant d'entrer dans un processus d'institutionnalisation, des initiatives pionnières doivent se multiplier. Gandhi disait «montrer l'exemple n'est pas la meilleure façon de convaincre, c'est la seule». Espérons que des démarches militantes qui permettent aux élèves d'évoluer au

milieu du vivant, de s'ouvrir au monde autrement que par l'abstraction deviennent un véritable phénomène culturel qui bouscule l'Éducation nationale. C'est ce que font les enseignants qui devancent les programmes. Ces initiatives sont soutenues par des productions culturelles qui les valorisent et participent à leur diffusion. Aujourd'hui, l'école correspond à un récit du passé, celui du progrès technologique qui prépare les élèves à s'adapter à une société du passé. Dans sa structuration physique, son insertion territoriale, le partage avec les autres espèces vivantes, une autre façon d'enseigner, une école d'avenir doit proposer le récit d'une sobriété adaptée aux transformations climatiques et écologiques.

QUELLE FORMATION À L'ÉCO-CITOYENNETÉ?

C.D.: Il faudrait d'abord repenser la notion même de citoyenneté. Apprendre aux enfants à pratiquer la démocratie, trop souvent cantonnée au vote, en étant parties prenantes des grandes décisions de l'établissement. Cela suppose de l'esprit critique, la capacité de confronter son point de vue, de délibérer, de participer à des décisions collectives. Et puis mettre les élèves au contact de la nature et du monde vivant car l'éthologue Jane Goodall rappelle qu'«on protège ce qu'on aime et on aime ce qu'on connaît»... Si l'école laisse les plus jeunes entre quatre murs pendant 15 ans, comment peuvent-ils développer une relation empathique au monde du vivant qui les pousse à le protéger? Dans les «forest schools», les apprentissages de la maternelle se font *in situ* avec les arbres, les animaux, la pluie. Et ça change tout pour sortir de la «crise de sensibilité», cette indifférence à la déforestation, à l'annihilation du vivant dans les océans, à la destruction des sols par le labour et les pesticides. C'est la seule issue si on veut élever et former des citoyens capables de résoudre ces problèmes.

“Proposer le récit d'une sobriété adaptée aux transformations climatiques et écologiques”

PERMUTATION, MOUVEMENT, DÉTACHEMENT :

Besoin d'aide pour bouger ?
La FSU-SNUipp vous accompagne dans vos démarches

JE ME SYNDIQUE !



Adhérer pour l'année
scolaire 2024/2025



66% du montant de la cotisation remboursés sous
forme de déduction fiscale ou de crédit d'impôt.

MÉTIER & PRATIQUES

PAGE **22**
Écran total
ou écran fatal

PAGE **26**
« Plus de
maîtres »,
moins
d'isolement

PAGE **29**
Congé
formation:
une bouffée
d'oxygène



ÉCRAN TOTAL OU ÉCRAN FATAL

DÉCRYPTAGE



Entre émancipation et enfermement, les nouvelles technologies fascinent autant qu'elles inquiètent.

Le rapport « Enfants et écrans, à la recherche du temps perdu » remis au président de la République par la commission Écrans le 30 avril dernier fait un tour d'horizon des multiples recherches sur le sujet. Si les effets négatifs d'une exposition excessive font consensus sur la santé, comme sur le sommeil et le poids, les conséquences sur la santé mentale, les troubles du neurodéveloppement et les apprentissages font davantage débat. Les membres de cette commission émettent des recommandations fortes sur leur utilisation, notamment en classe : « pas d'écrans en maternelle » et pas

« d'équipements numériques individuels en élémentaire ».

EFFETS SUR LA SANTÉ

Sur la perturbation du sommeil, les recherches sont unanimes : « un sommeil dégradé quantitativement et qualitativement impacte la mémorisation, l'humeur, les capacités de concentration, d'attention et les fonctions exécutives », affirme le docteur Sylvie Dieu Osika, pédiatre et membre fondatrice du Collectif surexposition-écran (Cose). Les effets sur le sommeil sont sous-estimés : 49% des parents d'enfants de moins de 11 ans pensent que l'usage des écrans n'a aucun impact sur le sommeil de leur(s) enfant(s) et 8% que cet impact est bénéfique selon l'enquête sommeil 2022 pour l'INSV*.

Le rapport met aussi en lien l'usage du numérique avec une sédentarité plus importante et une activité physique moindre, pouvant contribuer à une augmentation du surpoids et les risques

pour la santé qui y sont associés. Concernant la vision, il semblerait que la lumière bleue et la vision des écrans de près impactent la rétine. « Les enfants sont particulièrement vulnérables car leur cristallin n'est mature qu'à partir de 11 ans et laisse passer certains rayons », précise le Dr Dieu Osika, pour qui « des études devraient être approfondies sur l'utilisation prolongée des tableaux numériques ». Quant aux troubles du neurodéveloppement, de l'anxiété ou de la dépression, si des corrélations ont pu être établies par certaines études, aucun lien de causalité n'a pu être mis en évidence, selon la synthèse des analyses du Haut conseil de la santé publique de 2020.

BON OU MAUVAIS ?

L'utilisation du numérique en classe apporte des résultats contrastés. Dans la synthèse du Cnesco** de 2020, André Tricot et Jean-François Chesné montrent que la plus-value numérique dépend des

fonctions pédagogiques visées. Plus que l'outil, ce sont les usages qui sont questionnés.

La commission Écrans reconnaît les bénéfices que le numérique peut apporter en termes d'ouverture sur le monde comme l'accès à la connaissance, le maintien des liens humains ou encore des aides pour le handicap mais ses usages peuvent-être subis, notamment par un accès non contrôlé à des contenus inadaptés ou à « des stratégies de captation de l'attention et des données personnelles ». Les « bulles algorithmiques » de certains réseaux questionnent sur leur caractère potentiellement addictogène.

Face à ses enjeux, la commission met en évidence la nécessité de former les

élèves « dès l'école élémentaire, de façon appropriée et selon leur âge, au numérique, à son modèle, à ses contenus, à ses usages, aux opportunités qu'il offre et aux dangers qu'il peut présenter ». Mais aussi d'accompagner les enseignant-es dans leur maîtrise du numérique et de ses enjeux via la formation. « Les enseignants sont 8 sur 10 à déclarer que les contenus qu'ils utilisent en classe sont le fruit de leurs propres recherches. Seuls 18% d'entre eux disent avoir été formés à l'usage du numérique par l'Éducation nationale », selon une enquête de l'IFOP réalisée en 2023. ANAÏS RICHARD

*Institut national du sommeil et de la vigilance.
**Centre national d'étude des systèmes scolaires.



MONICA MACEDO-ROUET, professeure des universités en psychologie à CY Cergy Paris Université

LA LECTURE NUMÉRIQUE A-T-ELLE DES SPÉCIFICITÉS ?

Les études internationales montrent que les élèves ayant de bonnes compétences en lecture et compréhension de textes ont de meilleures performances dans la lecture numérique. L'accès à une profusion d'informations sur internet est une richesse mais ajoute plus de complexité à la lecture. Les élèves doivent apprendre à naviguer entre les documents numériques sans se laisser désorienter à travers les liens hypertextes, ni se laisser distraire par des données qui attirent leur intérêt sans être nécessairement pertinentes pour ce qu'ils cherchent. Par ailleurs, la capacité à chercher une

information sur internet dépend d'une bonne compréhension de la question initiale et de l'identification de mots clés pour y répondre, y compris des synonymes de ces mots clés. Aujourd'hui, les élèves sont tentés d'utiliser l'intelligence artificielle générative pour contourner cette complexité mais l'IA est alimentée par un corpus de documents dont elle ne restitue pas les sources de manière explicite. N'ayant pu vérifier leur fiabilité, les élèves peuvent donc répéter des informations biaisées ou erronées.

COMMENT AMENER LES ÉLÈVES À ÉVALUER L'INFORMATION ?

Beaucoup d'approches et de méthodes sont encore testées. Pour l'instant, les résultats ne permettent pas de donner de réponses précises, notamment en termes de progression. Mais ils montrent déjà qu'il est possible d'enseigner la recherche et l'évaluation de l'information numérique

de manière explicite, dès l'école primaire. Partir de documents présélectionnés permet à l'enseignant de se focaliser sur certaines étapes. Par exemple, il peut amener les élèves à identifier les critères de la qualité d'une page web en comparant différentes pages. Modéliser ces critères à travers la démonstration et la pratique guidée permet de développer l'esprit critique puisque les élèves commenceront à comprendre ce que signifient la fiabilité et la crédibilité. Si le devoir est de répondre à une question ou de préparer un exposé, il est important de demander aux élèves d'indiquer la source de la réponse. Quelle que soit l'origine de l'information – site ou réseau –, l'essentiel est d'inciter les élèves à réfléchir sur cette information, son origine et la manière dont elle a été produite. L'idée n'est pas de refuser certains canaux mais d'être dans une démarche analytique constructive. PROPOS RECUEILLIS PAR A.R.

14% C'est le pourcentage de PE qui laissent les élèves utiliser les technologies de l'information et de la communication pour des projets ou des travaux en classe, d'après l'enquête Tais de 2018.



9 ANS et 8 mois C'est l'âge moyen d'acquisition du premier smartphone d'après l'enquête de la cohorte Eife de 2022.

1,6 C'est le nombre moyen d'écrans personnels que détiennent les enfants de 7 à 12 ans selon l'édition 2022 de l'étude Ipsos, Junior Connect.



1H20 C'est le temps quotidien moyen que passe un enfant de 3 ans et demi devant des écrans. Cette estimation publiée en avril 2023 a été obtenue à partir de la cohorte Eife sur les temps d'écran des enfants nés en 2011.



DES INTERFÉRENCES SUR LE LANGAGE

Les effets des écrans sur le langage sont mitigés. « Dès qu'il y a un appareil numérique en fonctionnement dans l'environnement de la famille, il est observé une baisse du nombre de mots prononcés et moins de tours de parole », explique Marie Danet, maîtresse de conférences en psychologie du développement à l'université de Lille. « Ces interférences dans les interactions impactent l'acquisition du langage, notamment chez le jeune enfant », précise-t-elle. « Par contre, des situations de co-visionnage actif parent-enfant ou enseignant-enfant peuvent stimuler les interactions, renforçant les liens de partage et le plaisir de faire ensemble ». Des études récentes confirment que le visionnage à haute valeur éducative ou le co-visionnage interactif sont associés à un meilleur développement du langage. Cependant, des études indiquent que le très jeune enfant a du mal à traiter une information perçue en deux dimensions et a besoin d'apprendre par ses sens, dans « une interaction réelle en temps réel », souligne le rapport Enfants et écrans.

COURTS

[NAÎTRE EN JANVIER OU EN DÉCEMBRE...]

Naître en janvier ou en décembre a des effets durables sur la scolarité, selon une étude Insee* de 2024. En moyenne, être né en fin d'année à l'entrée à l'école baisse les résultats de 13,8 points en mathématiques, 16,9 en sciences et 18,4 en lecture aux tests Pisa** passés par les élèves âgés de 15 ans. De plus, cette étude internationale pointe que les longues journées de classe et des effectifs chargés pourraient aggraver ces résultats. Toutefois ces variations restent bien en deçà des inégalités de performances liées à l'origine sociale.

*Institut national de la statistique et des études économiques.

**Programme international pour le suivi des acquis.

54,84%

C'EST LE TAUX DE PARTICIPATION AUX ÉLECTIONS DE PARENTS D'ÉLÈVES DE 2024. Depuis 2020, plus d'un parent sur deux vote à ce scrutin, une participation en augmentation (50,1% en 2021) qui montre l'intérêt croissant des familles pour l'école.

/// LA CLASSE DEHORS EN LIGNE ///

L'association « La fabrique des communs », engagée dans la promotion de la classe dehors, propose une série mensuelle de webinaires. En décembre, la chercheuse Sarah Wauquiez explore le rapport entre postures pédagogiques et compétences d'avenir. Le programme de janvier 2025 est dédié aux aires éducatives avec l'Office français de la biodiversité. Les webinaires passés, dont l'un consacré à l'éducation à la mer, sont disponibles en replay.

INSCRIPTION LIBRE SUR CLASSE.DEHORS.ORG

> DES HISTOIRES D'ART 64 <

est une chaîne youtube où les PE et les élèves peuvent découvrir plus de 50 vidéos sur des œuvres mythiques, décalées, classiques ou contemporaines. Créées par un conseiller pédagogique d'arts plastiques départemental du Pays basque, ces vidéos sont mises à disposition pour apprendre à « lire » une œuvre d'art. Chaque vidéo se décline en quatre temps : présentation, description, interprétation et conclusion.

À RETROUVER SUR YOUTUBE

+ NOUVEAUX SAVOIRS +

Changement climatique, révolution numérique, importance grandissante des compétences psychosociales. Des changements qui touchent autant l'école que la vie quotidienne des enfants. Comment construire les savoirs pour répondre à ces nouveaux enjeux ? Tel est l'objectif de la 8^e conférence de consensus du Cnesco « Nouveaux savoirs et nouvelles compétences des jeunes. Quelle construction dans et hors l'école ? », qui a eu lieu les 5 et 6 novembre derniers.

REVOIR LES CONFÉRENCES EN REPLAY SUR YOUTUBE



© Migrations & Développement

RENTRÉE SOLIDAIRE

Un an après le séisme au Maroc, près de 1 500 élèves n'ont pu reprendre le chemin de l'école. Solidarité Laïque* lance son opération de Rentrée solidaire pour y soutenir l'accès à l'éducation, en particulier dans les zones les plus touchées. Des ressources documentaires ou des mini-BD pour découvrir diverses facettes de ce pays : système éducatif, histoire, langues... afin d'organiser éventuellement une initiative et soutenir financièrement un projet participatif.

SOLIDARITE-LAÏQUE.ORG

*Union de 45 organisations engagées pour la promotion de l'école publique, l'éducation populaire et l'économie sociale et solidaire.

1744

C'EST LE NOMBRE DE PE À AVOIR DEMANDÉ EN 2023 UNE PROTECTION FONCTIONNELLE selon une enquête de la Direction des affaires juridiques. Soit une augmentation de 33% par rapport à 2022. Dans 72% des cas, l'administration l'a accordée notamment par une assistance juridique.

FRANCOISE LORCÈRE,

directrice émérite de recherches au CNRS et à l'Institut de recherches et d'études sur les mondes arabes et musulmans.

1. QUELLES CONCEPTIONS DE LA LAÏCITÉ DANS LES DÉBATS ACTUELS?

Les débats résultent de l'irruption de l'islam dans la vie publique après « l'affaire du voile » en 1989. Deux tendances s'affrontent. La conception « historique » se fonde juridiquement sur la loi de 1905, la Constitution, la Convention européenne des droits de l'homme. Elle stipule que les enseignants sont tenus à la neutralité, mais garantit aux élèves et à leurs parents la liberté, individuelle et collective, de manifester leur religion, sous couvert du respect des règles de l'école, sans prosélytisme. Une nouvelle version de la laïcité se fonde sur l'interdit de cette expression publique. Elle est imposée aux élèves par la loi de 2004 et des gouvernements ont voulu étendre l'interdiction en dehors de l'école. Cette dichotomie fait écho à des conceptions divergentes de l'acceptation des différences. La laïcité historique considère que l'identité se construit dans un savoir vivre ensemble où s'apprend le respect d'autrui. La « nouvelle laïcité », assimilationniste, souhaite restreindre le droit d'expression des particularités.

2. ET DANS LE NOUVEAU PROGRAMME D'EMC?

Le programme de 2015 ne visait pas que des savoirs mais également des savoir-être et savoir-faire moraux et civiques, qui ont été ignorés par les manuels. Progressivement, le programme d'EMC a été détricoté. Le programme de 2024 a le mérite de la clarification avec une prédominance du domaine de la loi et des règles au détriment de la dimension morale, du sens des valeurs. Il définit une laïcité d'ordre scolaire restrictive, fondée sur la nécessité de protéger les élèves du prosélytisme et de ses excès, alors que dans la société, la laïcité s'impose à l'État, pas aux individus.

3. COMMENT L'ABORDER À L'ÉCOLE?

L'apprentissage de la laïcité ne se réduit pas à l'enseignement de son principe. Elle est une compétence à exercer au quotidien en faisant débattre les élèves, sans imposer une vérité. Aborder des sujets dans un esprit laïque implique que les élèves puissent exercer leur jugement et éventuellement s'engager hors l'école. Pratiquer le débat réglé s'apprend très bien avec quelques principes d'organisation spatiale et de distribution de la parole. Plutôt que la célébration ritualisée de la laïcité lors d'une journée nationale fondée sur l'étude d'une charte réduite à un règlement, il s'agit de faire comprendre aux élèves qu'ils ont le droit de s'exprimer librement.

PROPOS RECUEILLIS PAR FRANCK BROCK



LES DEUX POLISSONS DE LA FAMILLE DUBOUCHON ponctuèrent joyeusement de leurs bêtises et espiègleries les pages de la revue « J'aime lire » et de 34 tomes dédiés depuis 1977. Bernadette Després, leur dessinatrice et co-créatrice, récompensée pour l'ensemble de son œuvre à Angoulême en 2019, s'en est allée laissant orphelins les malicieux enfants du restaurant « A la bonne fourchette » et aussi nos lectures d'enfance partagées...

“PLUS DE MAÎTRES”, MOINS D’ISOLEMENT



Le dispositif « Plus de maîtres que de classes », en voie de disparition, ouvre pourtant de nombreux possibles pédagogiques, comme à l'école Jacques Prévert de Guéret dans la Creuse.

« Je peux enseigner avec l'autre collègue dans la classe, prendre des petits groupes ou décroquer. En fonction des besoins identifiés et de l'organisation pédagogique la plus utile, je m'adapte ! ». Antoine Weens occupe pour la deuxième année consécutive dans l'école Jacques Prévert à Guéret un poste en voie de disparition au

niveau national : maître surnuméraire ou « plus de maîtres que de classes ». Ce dispositif constitue pourtant une aide précieuse dans le quotidien de l'école. Véronique Godard, PE en CE1-CE2, le dit d'ailleurs spontanément : « Si j'avais travaillé seule cette après-midi, j'aurais dû donner à certains élèves des exercices de consolidation pour me consacrer à un groupe. Là, ils sont tous impliqués dans un travail de réflexion ». Elle mène avec Antoine une séance intense de lecture théâtralisée. L'objectif est d'identifier l'importance d'une bonne compréhension du texte et le rôle joué par la ponctuation pour une lecture orale réussie. « Le but est qu'ils écrivent, ensuite, des dialogues qu'ils pourront jouer », précise-t-elle. Pendant que certains élèves s'entraînent armés de chuchoteurs ou se font enregistrer sur un téléphone par le maître, d'autres éprouvent une grille de critères de

réussite pour analyser la lecture d'une élève déjà enregistrée. Être en petit groupe permet d'échanger plus facilement sur l'articulation, le débit, le volume, les émotions et le sens du texte mais aussi de faire des suggestions. « On pourrait filmer le deuxième essai pour voir ses gestes », avance Maël. La proposition est aussitôt retenue. Le groupe sort avec l'enseignante dans le jardin jouxtant la classe pour filmer la nouvelle prestation. Pendant ce temps, Antoine pratique aussi une écoute active d'enregistrements avec les autres élèves avec moins de critères à prendre en compte pour l'instant. « Suite à nos évaluations de fin de période, nous avons construit la séance en ciblant des compétences de travail identiques avec une progression différente selon les difficultés des élèves », explique-t-il.

RÉPONDRE AUX SPÉCIFICITÉS DES ÉLÈVES

Les modalités d'intervention d'Antoine varient selon les objectifs visés. Ainsi, en CP-CE1, il s'adapte au rythme des élèves et propose à un petit groupe un temps de manipulation supplémentaire nécessaire pour arriver à une construction plus solide du nombre. Lorsqu'il arrive dans la classe des 25 CM1-CM2 en cette fin de vendredi pour un temps d'étude de la langue, sa prise en charge des élèves de CM1 et la mise en autonomie de certains CM2 offrent à l'enseignante de la classe la possibilité de consacrer un temps précieux à ses élèves allophones pour travailler les différents types de phrases. Quelles que soient les modalités proposées, le co-enseignement permet de maintenir tous les élèves dans les apprentissages avec un haut niveau d'exigences. « Le travail en petit groupe me donne aussi l'occasion d'avoir plus d'échanges informels avec les élèves. Cela favorise la confiance et c'est primordial pour qu'ils puissent apprendre », ajoute Sandra Marzeau, autre enseignante de CM.

UN ENRICHISSEMENT ENTRE PE

Cette école bien que située dans un quartier politique de la ville n'est pas classée en éducation prioritaire. Pourtant, l'équipe enseignante est confrontée à de nombreuses difficultés sociales et scolaires. Le dispositif « Plus de maîtres », s'il n'allège pas les effectifs au quotidien, conduit à d'autres types de réponses.

« Nous tentons des pratiques nouvelles et cela m'a permis de me lancer dans des écrits longs ou de mettre en place des jeux en maths ou en orthographe, note Sandra. Seule, je ne l'aurais pas tenté. » « Co-enseigner implique aussi de préparer à deux, apprécie Antoine. L'un a une idée, l'autre rebondit et on se met d'accord, on peaufine. Tout le long des séances, on ajuste ensemble ». « Humainement, c'est aussi un soutien et tous nos échanges permettent de prendre du recul et d'avoir un autre regard sur nos pratiques », ajoute Sandra. Les échanges sont, en effet,

très nombreux et Antoine jongle entre les discussions informelles, les bilans rapides le soir, les ajustements par mail ou les réunions de travail le mercredi ou pendant les vacances. Il essaie de s'adapter à chaque membre de l'équipe, leurs outils, leurs pratiques,

“LE CO-ENSEIGNEMENT PERMET DE MAINTENIR TOUS LES ÉLÈVES DANS LES APPRENTISSAGES AVEC UN HAUT NIVEAU D'EXIGENCES.”

condition qu'il juge nécessaire pour que son intervention soit efficace, tout comme une bonne connaissance entre PE. Dans cette école d'application, les PEMF* sont habituées à ouvrir leur porte mais « pour co-enseigner, il faut accepter de partager l'espace, d'adapter son volume sonore, reconnaît Véronique. Cela peut être coûteux ». Ce dispositif entraîne contraintes et temps de concertation supplémentaires mais l'équipe, face aux bénéfices qu'il apporte au niveau des résultats et du climat scolaire, compte sur sa pérennisation. CLAIRE BORDACHAR *Professeurs des écoles maîtres formateurs.



RACHEL HARENT, chercheuse en sciences de l'éducation et de la formation au CREAD-Bretagne Rennes 2*

QU'EST-CE QUE LE CO-ENSEIGNEMENT ?

Co-enseigner, c'est co-planifier, co-animer et co-évaluer. C'est une démarche pédagogique particulière où les enseignants peuvent décider de réunir leur classe pour un projet particulier, sur un temps donné, une fois par jour ou par semaine ou, plus encore, faire « tomber les murs » et travailler ensemble toute l'année. Les classes dédoublées avec leur petit effectif sont

une opportunité pour démarrer un co-enseignement.

QUELS BÉNÉFICES POUR LES ÉLÈVES ?

En concourant à une meilleure observation des élèves au travail, il permet un enseignement au plus proche de leurs besoins et facilite l'accessibilité des apprentissages. Être deux amène aussi une multiplication des entrées pédagogiques et une variation des modalités d'apprentissage favorables à une école plus inclusive; les PE sont davantage dans l'anticipation que la remédiation. Le co-enseignement entraîne enfin plus d'interactions, de coopération entre élèves en classe et un climat de classe amélioré au bénéfice de leurs apprentissages.

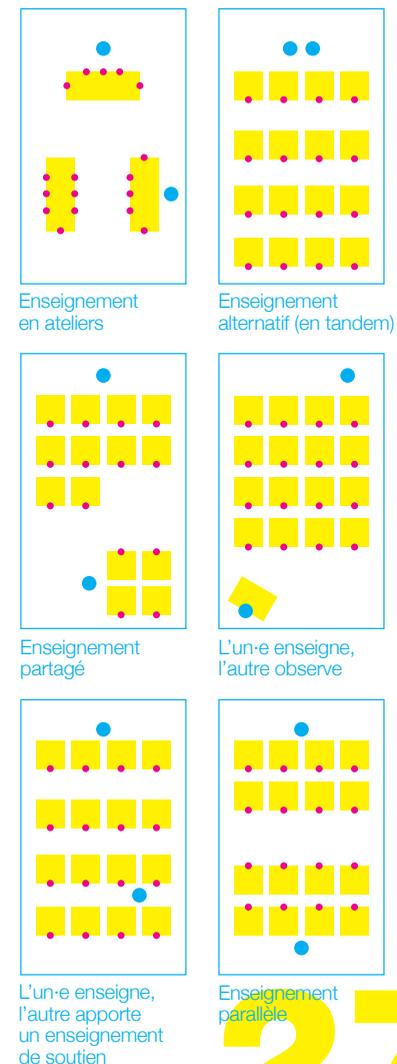
ET POUR LES PE ?

Il est un point d'appui pour sortir de son isolement et les PE y trouvent un soutien professionnel. Échanger avec son collègue, discuter de gestes professionnels du quotidien, préparer ensemble dans un souci de cohérence des apprentissages, clarifier les objets d'enseignement, les objectifs visés renforcent le sentiment d'efficacité. De plus, voir l'autre travailler nourrit sa propre pratique et participe d'un développement professionnel. Enfin, c'est l'occasion de mieux penser l'école inclusive et il procure souvent une nouvelle dynamique dans sa façon d'enseigner. PROPOS RECUEILLIS PAR C.B. *Auteur de « Le coenseignement en pratique » Éd. Retz, 2023.

6 CONFIGURATIONS POUR 2 PE DANS D'UNE CLASSE

6 modalités de travail à deux ont été schématisées lors de la mise en place des « Plus de maîtres que de classes ». Elles peuvent être reprises dans le cadre de co-enseignement. Ces configurations de travail sont déterminées en fonction des objets d'apprentissage et des savoirs à enseigner. Elles ne sont pas figées et peuvent alterner à l'intérieur d'une même séquence en fonction des objectifs visés. Dans chacune, le degré de collaboration nécessaire n'est pas le même et le temps de travail commun préparatoire peut être réduit ou au contraire important.

Schéma à retrouver dans Edubref n°22, septembre 2024, IFE.



QUESTIONS & RÉPONSES

Q: IL EST POSSIBLE DE BÉNÉFICIER DE CHÈQUES VACANCES, QUAND FAUT-IL EN FAIRE LA DEMANDE ?

R: Le chèque vacances consiste en une épargne réalisée au cours de l'année civile. Il est possible de remplir et de déposer un dossier à n'importe quel moment de l'année. Il ne peut être constitué qu'un seul dossier par année civile. Il est conseillé de le faire dès janvier afin d'épargner sur un plus grand nombre de mois. La demande s'effectue sur le site fonctionpublique-chequesvacances.fr. Attention, le chèque vacances est soumis à

condition de ressources portant sur l'année N-2 et il faut cotiser au minimum durant quatre mois pour en bénéficier.

Q: J'AI PARTICIPÉ AU MOUVEMENT POP MAIS JE NE VEUX PLUS POSTULER. PUIS-JE ANNULER MON VŒU ?

R: Les candidates et candidats ont jusqu'au 27 novembre midi, pour annuler simplement leur participation sur COLIBRIS. Jusqu'au 22 janvier 2025 inclus, les PE peuvent supprimer un, plusieurs, ou tous les vœux par envoi d'un courriel à la DSDEN concernée, sans

justification. À compter du 23 janvier 2025, il n'est plus possible d'annuler sa participation. Attention, l'obtention d'un poste au mouvement POP entraîne automatiquement l'affectation, il n'y a plus d'étape de confirmation d'acceptation après les résultats de ce mouvement.

Q: JE SOUHAITE PARTIR À LA RETRAITE AU 1^{ER} SEPTEMBRE 2025. J'AI VU QUE JE CHANGEAIS D'ÉCHELON AU 1^{ER} AVRIL 2025.

EST-CE QUE MA PROMOTION SERA PRISE EN COMPTE POUR LE CALCUL DE MA PENSION ?

R: Non, il faut avoir six mois dans l'échelon pour que celui-ci soit pris en compte pour le calcul de la pension. Si vous passez à l'échelon supérieur le 1^{er} avril vous n'aurez que cinq mois dans l'échelon au 1^{er} septembre. Pour que le changement d'échelon soit pris en compte, il faudrait partir au 1^{er} octobre. Attention, en cas d'absence sans traitement dans la période, l'ancienneté générale des services n'est pas comptabilisée, les six mois ne sont alors pas pleins et le nouvel échelon ne sera pas pris en compte en cas de départ au 1^{er} octobre.

Décryptage

CALENDRIER DES PERMUTATIONS DU MOUVEMENT INTER-DÉPARTEMENTAL

MERCREDI 6/11/24 (12H00)	Ouverture de la plateforme – Début de la période de saisie des vœux.
MERCREDI 27/11/24 (12H00)	Clôture de la saisie des vœux dans Siam.
À COMPTER DU JEUDI 28/11/24	Envoi par les services départementaux des confirmations de candidatures sur les boîtes I-Prof.
JEUDI 12/12/24 AU PLUS TARD	Date limite d'envoi aux DSDEN des confirmations des demandes et des pièces justificatives (cachet de la Poste faisant foi). Toute confirmation non retournée dans les délais fixés invalide la participation du ou de la candidate.
LUNDI 13/01/25 AU PLUS TARD	Date limite de réception par les services des demandes tardives pour rapprochement de conjoint-es ou des demandes de modifications de la situation familiale.
MERCREDI 15/01/25	Affichage des barèmes initiaux dans Siam par les DSDEN.
DU MERCREDI 15/01/25 AU MERCREDI 29/01/25	Phase de vérification et demande de correction des barèmes par les PE. Ne pas hésitez à contacter la FSU-SNUipp du département pour demander de l'aide.
MARDI 04/02/25	Date limite de réception par les DSDEN des demandes d'annulation de participation (cachet de la Poste faisant foi).
MERCREDI 05/02/2025 AU PLUS TARD	Affichage des barèmes définitifs arrêtés par les IA-DASEN dans Siam.
MERCREDI 12/03/2025	Transmission des résultats par messagerie I-Prof ou par message sur le téléphone portable pour les candidates et candidats ayant indiqué leur numéro dans Siam.

PORTRAIT



À L'OCCASION D'UN STAGE, Nathalie a participé à des ateliers avec le théâtre du Soleil.

CONGÉ FORMATION: UNE BOUFFÉE D'OXYGÈNE

Après 30 ans d'exercice, Nathalie Bourgeois est partie en congé de formation professionnelle pour mieux revenir en classe.

« Moi, qui n'étais titulaire que d'un BTS et n'avais jamais mis les pieds à la fac, me voici partie pour Paris et prête à jongler entre des cours théoriques sur l'histoire du théâtre, sa sociologie, des cours de

scénographie et des stages pratiques sans compter les devoirs à rendre, les partiels et maintenant un mémoire à soutenir! ». Après trente ans d'enseignement dans des petites écoles rurales de l'Yonne, Nathalie Bourgeois, enseignante en CP-CE1-CE2 et comédienne de théâtre amateur depuis l'adolescence, fait le choix de se lancer dans une nouvelle aventure : obtenir une licence professionnelle d'encadrement d'ateliers de pratiques théâtrales à l'université Sorbonne-Nouvelle à Paris. C'est à l'occasion d'une discussion avec une camarade PE de sa troupe qu'elle apprend la possibilité de demander un

congé de formation professionnelle de ce type et, contre toute attente, sa demande est acceptée pour l'année suivante. Motivée par l'envie de se nourrir de théâtre, de se former à de nouvelles pratiques mais aussi de lever un peu le pied, la voilà partie à l'assaut de ce diplôme universitaire. « Si les deux premiers objectifs sont atteints, le troisième est raté. J'ai eu une année très intense, se rappelle-t-elle en souriant, le rythme était soutenu et c'était très prenant intellectuellement. Tant qu'à y être, j'avais envie de bien faire ». Il a aussi fallu s'organiser pour les allers-retours à Paris, se loger sur place, troquer le vélo contre le métro. « Une fois la surprise de mon choix passée, mon entourage m'a soutenue, et heureusement, sinon je n'aurais pas pu ».

DYNAMISER SA CARRIÈRE

Prendre un congé formation, c'est accepter de ne toucher que 80% de son salaire dans le cas de Nathalie, mais le jeu en vaut bien la chandelle. « Je suis enseignante depuis de nombreuses années. J'aime toujours autant mon métier, le contact avec les enfants, travailler sur des projets avec d'autres écoles pour sortir de notre isolement ou tout simplement amener les élèves à la découverte de la lecture », raconte-t-elle. Si l'amour du métier est toujours chevillé au corps, elle voit aussi qu'il se complexifie, que la relation avec les élèves ou les parents peut être différente et elle reconnaît une certaine usure du métier. Alors, ce congé, elle l'a vécu comme une bulle d'air nécessaire pour mieux rebondir. À l'origine, Nathalie n'a pas fait cette formation pour changer ses pratiques professionnelles, elle en revient néanmoins avec plein de nouvelles idées et d'ateliers à mettre en place avec ses élèves. Surtout, elle se sent redynamisée et a vu arriver les vacances d'octobre moins fatiguée que d'habitude. « Je me demandais comment allait se passer le retour en classe et en fin de compte, cela s'est fait très facilement. Garder mon poste dans mon école m'a aussi aidé ». Nathalie a de l'énergie à revendre et tant mieux car il lui reste encore à finaliser et soutenir son mémoire dans les semaines à venir. Elle retient surtout de cette formation l'enrichissement intellectuel et culturel que cela lui a apporté. « Il faudrait que tout le monde sache que ces congés existent. Cela devrait presque être obligatoire tous les dix ans, conclue-t-elle. C'est un merveilleux moyen de lutter contre l'usure du métier ». CLAIRE BORDACHAR

LIVRES

Découvertes

Des récits de voyages plus ou moins voulus, plus ou moins loin, qui donnent aux personnages la possibilité de grandir et de s'émanciper... Des albums qui donnent envie d'admirer et aimer notre planète, mais aussi les êtres qui la peuplent, par des textes originaux et des illustrations splendides qui nous plongent dans des univers poétiques, porteurs d'espoirs.

Là-bas, Simi s'ennuie, la vie lui semble si banale dans son petit village. Rien ni personne n'arrive à lui faire apprécier la douceur de la vie. Mais un jour, après avoir admiré les étoiles dans le ciel, il décide de construire une fusée pour aller explorer d'autres mondes. De ce voyage plein de découvertes extraordinaires, il reviendra chez les siens qui lui ont tant manqué et pourra

“VALORISER LA SOLIDARITÉ, LES LIENS, L'ENTRAÏDE ET LE RESPECT DE LA NATURE”

enfin savourer les beautés qui l'entourent. L'herbe n'est pas plus verte ailleurs... Un joli album aux couleurs magnifiques. **Iddù** est le nom du volcan au pied duquel se trouve le village de Dodù. Élevé par quatre femmes, l'agricultrice, la voyante, la tatoueuse et la cheffe, l'enfant grandit en harmonie avec cet environnement. Mais depuis quelques temps les gens du village ne trouvent plus le sommeil. Tenant le volcan pour responsable, leur colère gronde et ils tentent de le neutraliser, provoquant un désastre. Dodù arrivera-t-il à ramener l'harmonie? Une jolie fable écolo-féministe qui valorise la solidarité, les liens, l'entraide et le respect de la nature. Dans **Rana ou la légende des aurores boréales**,

alors que l'hiver arrive, une petite renarde se retrouve seule dans l'interminable nuit polaire et la neige qui recouvre le Grand-Nord. C'est alors qu'elle se souvient des histoires que sa maman lui a contées, en particulier celle de de la Grande Ourse du ciel. Et justement, c'est une grande ourse blanche qui arrive et l'aide à retrouver son chemin. Un album à ne pas manquer pour l'hiver, aux illustrations magnifiques.

Une petite chauve-souris hiberne, blottie contre ses sœurs au fond d'une grotte. Mais au printemps une bourrasque de vent la souffle au loin et la dépose dans un lieu inconnu. **Ombrella** y découvre un œuf qu'elle ramasse avec précaution, berce et protège. Plus tard, et c'est l'illustration qui le raconte, un petit canard sort de l'œuf, il faut alors tout lui apprendre, comment lisser ses plumes ou marcher sur l'eau. Parlera-t-il chauve-souris? Une histoire aux couleurs extraordinaires, où l'amitié entre les

deux personnages est toute de tendresse et d'attentions. **Les larmes du tigre** raconte, à la première personne, l'amitié d'une petite fille avec un tigre dans une terre sauvage et humide à l'abri du reste du monde... Inséparables, ils suivaient les nuages, écoutaient le bourdonnement des étoiles, respiraient la terre et la forêt. Mais un jour, l'enfant est arraché à ce paradis et grandit dans un nouveau pays, loin de Tigre. Une magnifique fable sur l'amitié, aux paysages doux et colorés.

► **LÀ-BAS**, d'Emmanuel Lecaye, ill. Jean Mallard, Éd. Actes Sud Jeunesse C1 C2

► **IDDÛ**, de Camille Bouvot-Duval, ill. Léa Djeziri, Éd. La Déferlante C3

► **RANA OU LA LÉGENDE DES AURORES BORÉALES**, de Marieke Ten Berge, Éd. Rue du Monde C1 C2

► **LES LARMES DU TIGRE**, d'Agnès Domergue, ill. Sande Thommen, Éd. Grasset Jeunesse C1 C2



SPÉCIAL JEUX

Bazar Bizarre

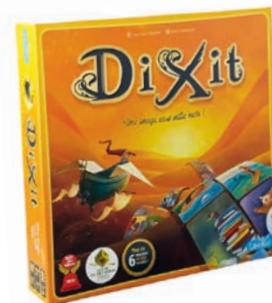
Ce jeu de rapidité et d'observation est une star! 5 figurines et 60 cartes représentant des objets, mais pas toujours de la même couleur. Chacun des 2 à 8 joueurs ou joueuses essaie d'être le plus rapide pour attraper la bonne figurine en fonction de la carte tirée. Si l'objet sur la carte est de la bonne couleur, il faut s'en saisir avant les autres, et si l'objet représenté est d'une couleur différente, il faut attraper l'objet qui n'a ni la même forme, ni la même couleur que celui de la carte. Un jeu d'inférence qui travaille des compétences de compréhension fine et la résolution de problèmes.

► **DÈS 6 ANS, ÉD. GIGAMIC.**

Skyjo

Un jeu de cartes à la mécanique captivante, vite addictif: le concept est simple, on pioche et on échange ses cartes, en les révélant, pour avoir le moins de points possible. Pour développer la réflexion stratégique et les compétences en calcul mental de manière ludique, le hasard des cartes rend chaque partie unique. Se déroulant en plusieurs manches, le jeu prend fin lorsqu'un joueur ou une joueuse atteint la barre des 100 points ou la dépasse. Des décisions qui imposent audace, subtilité et rapidité.

► **DÈS 8 ANS, ÉD. MAGILANO.**



Dixit

Un jeu de société aux illustrations poétiques qui emmène dans un monde onirique en faisant appel à l'imagination, l'interprétation et l'univers personnel. La ou le joueur qui fait office de conteur met au point et énonce une phrase en rapport avec une image qu'il a en main. Les autres choisissent dans leur propre jeu une carte qu'ils lui remettent. Le meneur ou la meneuse dévoile alors l'ensemble des cartes, et les participant-es doivent trouver la carte retenue initialement. Attention, il faut les mettre sur la voie sans trop en dire! Ce qui fait le charme du jeu, c'est la confrontation des différentes visions, rêves, références culturelles entre les joueurs et joueuses. Un excellent jeu sur la langue. ► **DÈS 8 ANS, ÉD. LIBELLUD.**

Opération Amon-Rê

Un jeu de plateau pour calculer: des tuiles nombres sont d'abord disposées sur le parcours. Quatre cambrioleurs ou cambrioleuses dans un musée doivent désamorcer les lasers du système de sécurité en tapant les numéros de codes grâce à des calculs bien précis pour aller dérober le masque d'Amon-Rê. Il faut combiner les chiffres des dés avec les quatre opérations pour que les résultats correspondent aux chiffres du code. Un jeu à la mécanique très ludique dans lequel chacun et chacune peuvent jouer à son niveau et effectuer des calculs plus ou moins complexes et où la coopération arrive vite pour aider l'autre à déjouer les pièges. ► **DÈS 8 ANS, ÉD. HABA.**

INTERVIEW

“Plaisir à jouer”

VOTRE CRÉDO EST APPRENDRE EN JOUANT. POUVEZ-VOUS L'EXPLIQUER?

J'enseigne par la ludopédagogie car un enfant est toujours 100% partant. Pour citer Nicole Catheline, «le plaisir fixe l'apprentissage, la peur fixe l'erreur». Le jeu inverse la «courbe de l'oubli», améliore la mémorisation via l'apprentissage pair à pair. Des ateliers jeux sont fixés dans l'emploi du temps et

deux fois par semaine des adultes viennent en classe. Expliquer les règles, animer le jeu valorisent les enfants. Leur expertise inverse les rôles, leur donne la responsabilité de cette transmission intergénérationnelle.

COMMENT CHOISIR UN JEU?

L'aimer soi-même, prendre du plaisir à y jouer. Ensuite, choisir un jeu en adéquation avec sa programmation: des



BIO
Mathieu Quénée, enseignant, auteur, ludologue.

outils, ouvrages, sites existent pour cibler des jeux liés à vos objectifs. Privilégier les jeux coopératifs: gagner ou perdre tous ensemble dans l'émulation renforce les fonctions exécutives, les habiletés sociales et la cohésion du groupe.

QUELS CONSEILS POUR SE LANCER EN LUDOPÉDAGOGIE?

Jouer dans sa vie personnelle. Fréquenter des cafés ludiques, des festivals pour découvrir de nouveaux jeux,

consulter des chaînes Youtube, Ludochrono, pour mieux comprendre les règles. Utiliser des jeux pédagogiques, des jeux éducatifs et des jeux ludiques. Tous les types de jeu développent le contrôle des émotions, la socialisation... Varier les formes de jeu: cartes, lettres, de rôle, de plateau. Ne pas se fixer de limites et ne pas hésiter à utiliser des jeux avant l'âge indiqué sur la boîte! PROPOS RECUEILLIS PAR MARION KATAK

► **POUR ALLER PLUS LOIN: MONSIEURMATHIEU.FR**

L'accueil de la petite enfance exsangue

Suite aux révélations du livre de Victor Castanet « Les Ogres » sur les dérives des crèches privées, le Sénat a lancé une enquête sur le contrôle de ces établissements.



Depuis 2022 et le décès d'une fillette dans un des nombreux établissements du premier gestionnaire indépendant français de crèches « People&Baby », plusieurs ouvrages, enquêtes et rapports se sont succédés, révélant des conditions d'accueil déplorables. En France, 50% des crèches sont publiques, 23% associatives et 27% privées. Dans son livre-enquête « Les Ogres », paru le 18 septembre, l'auteur questionne la privatisation des crèches. Il dévoile la « voracité » de ces groupes privés que la soif de rentabilité pousse à des dérives allant jusqu'à la maltraitance des enfants et des employées : rationnement des couches et de la nourriture, politique de sur-occupation, non-respect des ratios d'encadrement, épuisement des professionnelles sous-payées.

Le journaliste dénonce aussi des méthodes d'entrepreneurs peu scrupuleux profitant de subventions publiques pour s'enrichir : « pratiques commerciales trompeuses, clauses contractuelles abusives, montages immobiliers, non-paiement des fournisseurs... » et l'inaction des pouvoirs publics malgré une multitude d'alertes.

LA NÉCESSITÉ D'UN SERVICE PUBLIC

Le secteur de la petite enfance fait face à une pénurie alarmante du nombre de places avec seulement une place pour deux enfants et de personnels avec 10 000 postes vacants en 2024. Les conditions d'accueil indigentes qui en découlent et les récents scandales imposent une remise à plat du système en prenant en compte les recommandations du rapport de l'Inspection générale des affaires sociales de 2023 : réforme du système de financement du secteur, amélioration du taux d'encadrement et meilleure rémunération des personnels. Pour ce faire, cette refonte doit s'inscrire dans une politique de gestion exclusivement publique de la petite enfance. Le collectif « Pas de bébés à la consigne » dont fait partie la FSU-SNUipp s'est mobilisé le 19 novembre sur ces questions de salaires, d'emploi, de qualité d'accueil et de service public.

DELPHINE RACT

Une jeunesse aux idées noires

Plusieurs études françaises notent une forte dégradation de la santé mentale des jeunes, indiquant des symptômes d'épuisement, d'anxiété ou de dépression. L'enquête EnCLASS* de l'Assurance maladie, réalisée entre 2018 et 2022, révèle que 14% des élèves au collège et 15% au lycée présentent un risque important de dépression. Un quart des lycéennes et lycéens ont déclaré avoir eu des pensées suicidaires au cours des 12 derniers mois, une proportion en hausse atteignant 17,4% chez les garçons et près de 31% chez les filles. Cette évolution alarmante se retrouve chez les 18-25 ans. Le bilan des urgences d'août 2024 indique ainsi que les admissions pour idées suicidaires sont passées, depuis 2020, d'une cinquantaine à 150 par semaine. Le suicide représente la deuxième cause de décès des 15-24 ans, après les accidents de la route. Cette aggravation de la santé mentale, associée à des prises en charge tardives faute de moyens, se traduit également par une augmentation de la prise de psychotropes chez les 12-25 ans. L'Assurance maladie alerte sur cette hausse préoccupante de 60% pour les antidépresseurs et de 8% pour les anxiolytiques entre 2019 et 2023 et appelle à une conférence de consensus.

Pour les spécialistes, les confinements subis lors de l'épidémie de Covid ont laissé des traces auxquelles s'ajoutent diverses causes de mal-être : pression scolaire accrue, carcan des standards esthétiques, éco-anxiété, montée forte et structurelle de la solitude, situations de précarité (voir ci-contre) ou encore poids d'une représentation négative de la jeunesse. La pédopsychiatre Marie Rose Moro note une forme d'angoisse du lendemain, entre guerres, crises écologiques et montée de l'extrême droite : « Pour avoir envie d'être adulte et de se projeter, il faut pouvoir penser « demain sera meilleur qu'aujourd'hui ». Et ce n'est plus une évidence... ». MATHILDE BLANCHARD

*Enquête nationale en collèges et lycées chez les adolescents sur la santé mentale et les substances, avril 2024.



Des droits à respecter, même en prison

« Faire respecter mes droits en prison » est le titre du recueil de fiches pratiques publié par la Défenseure des droits (DDD) pour aider les personnes détenues à connaître et faire respecter leurs droits. C'est aussi un cri d'alarme lancé aux pouvoirs publics au regard des atteintes aux droits graves et répétées que subissent les personnes incarcérées. Leur situation ne cesse de s'aggraver – surpopulation, refus de soin, éloignement familial, barrières matérielles, recours abusif à une fouille intégrale... – notamment pour les détenus les plus vulnérables que sont les personnes en situation de pauvreté, de handicap, étrangères, âgées, les femmes et les mineurs. Pour ces derniers, s'ajoute

le non-respect de l'accès à un enseignement reconnu par la Convention internationale des droits de l'enfant. La scolarité reste encore trop souvent difficile à mettre en place avec un nombre d'heures d'enseignement très insuffisant. Les contingences pénitentiaires comme la surveillance, les escortes ou encore les promenades imposées prennent le pas sur l'éducation mais aussi sur les activités sportives. Le droit au sport et aux loisirs n'est pas respecté par manque d'équipement disponible, d'activités proposées ou de temps dédiés en priorité à ces activités. Une situation qui appelle des mesures d'urgence de la part des pouvoirs publics. NELLY RIZZO

FRANÇOIS LEGRAND,

directeur d'études à l'IFOP

1. QUELLES DONNÉES DE LA PRÉCARITÉ ÉTUDIANTE ?

Le baromètre IFOP/COP1* dresse le tableau d'une précarité omniprésente et multiforme avec une précarité alimentaire choquante : plus d'un tiers des étudiants, 36%, sautent des repas par manque d'argent – pour une proportion de 29% dans la population globale – et 18% ont recours à l'aide alimentaire. Elle concerne d'autant plus ceux qui travaillent en parallèle, telle une double peine. Le logement reste également une préoccupation majeure avec des réalités territoriales diverses. Par ailleurs, 27% ont moins de 50 € de reste à vivre, entraînant des renoncements aux diverses sorties socialisantes, ce qui accentue un phénomène inquiétant de solitude étudiante.

2. UNE PARTICULARITÉ POUR LES ÉTUDIANTES ?

La précarité menstruelle augmente et un quart des étudiantes manque de protections hygiéniques. Un chiffre supérieur à l'ensemble de la population féminine. De plus, le renoncement à des soins gynécologiques concerne 41% d'entre elles. Tous ces chiffres confirment une situation préoccupante, une réflexion sur l'accès aux droits et à un revenu universel doit être menée sérieusement.

PROPOS RECUEILLIS PAR M.B.

*Association de solidarités étudiantes.

“Mettre en place une politique globale de lutte contre les discriminations”

AVEC LE PROCÈS DES VIOLS À MAZAN, LE CONCEPT DE CULTURE DU VIOL EST MIS EN AVANT, POUVEZ-VOUS LE DÉFINIR ?

VALÉRIE REY-ROBERT : Le mot culture est pris dans le sens sociologique et anthropologique du terme, c'est-à-dire une transmission de valeurs, d'idées, de génération en génération, qui évolue avec le temps et imprègne tous les domaines de la société. La culture du viol est l'ensemble des idées reçues sur les violences sexuelles, les violeurs et les victimes elles-mêmes. Par exemple, c'est penser que le viol est plus souvent commis par un inconnu, un homme non inséré dans la société, sans vie sexuelle, que ce n'est pas « monsieur tout le monde » ou encore c'est considérer que les femmes mentiraient au sujet du viol. La culture du viol est l'enfant du sexisme, c'est-à-dire la manière dont la société voit le rôle des hommes et des femmes, une division sexuée de la société qui alimente les inégalités femmes-hommes. Le sexisme est lui-même l'enfant du patriarcat, une société où les femmes ont moins de droits que les hommes. Des idées reçues qui concourent invariablement à déculpabiliser les violeurs et à culpabiliser les victimes entretenant un climat d'impunité pour les violeurs.

ÊTES-VOUS OPTIMISTE CONCERNANT LA PRISE DE CONSCIENCE PAR LA SOCIÉTÉ DES VIOLENCES SEXISTES ET SEXUELLES SUBIES PAR LES FEMMES ?

V.R.-R. : Être optimiste est très difficile. La France, lors des élections législatives, a beaucoup voté pour un parti d'extrême droite qui historiquement ne s'intéresse pas aux droits des femmes et n'a jamais lutté contre les violences sexuelles. Les

quinquennats Macron n'ont pas été non plus marqués par de profondes évolutions sur le sujet. Par ailleurs, jour après jour, des hommes accusés de violences sexuelles bénéficient d'un climat d'impunité. Cependant, il est vrai qu'il y a eu des évolutions. Toutes les personnes chargées de s'occuper des victimes de violences sexuelles sont mieux formées au sujet. On voit beaucoup moins de victimes traînées dans la boue lors des procès. Les idées reçues sur la culture du viol évoluent, comme typiquement le viol conjugal qui a été reconnu par une loi en 1991.

COMMENT EXPLIQUER LA TRANSMISSION DU SEXISME ET DES STÉRÉOTYPES DE GENRE, Y COMPRIS À L'ÉCOLE ?

V.R.-R. : Le maintien des rôles genrés traditionnels se fait dès le plus jeune âge à travers l'éducation : la prise en compte différente des émotions selon que l'on soit garçon ou fille. Une fille doit être calme, un garçon, lui, est excusé s'il est remuant ou bagarreur, voire incité à l'être. Les jouets proposés ne sont pas les mêmes, etc. À l'école, cela se traduit par des comportements sexistes inconscients de la part des personnels enseignants. Par exemple, les filles vont être beaucoup moins interrogées, moins longtemps, il va leur être demandé de plus se taire. Lorsque les garçons auront besoin



BIO
Valérie Rey-Robert, essayiste, spécialiste des violences sexuelles et sexistes, de la culture du viol et du sexisme dans la culture populaire. Elle est autrice de l'ouvrage « La culture du viol à la française », Éd. Libertaria, 2024.

d'aide, les filles seront davantage sollicitées. Les enseignants vont avoir aussi des stéréotypes sur les matières : les filles seraient meilleures en français, moins bonnes en maths, etc. L'espace est aussi beaucoup plus dédié aux garçons avec, par exemple, le marquage au sol de terrains de foot dans les cours de récré.

COMMENT L'ÉCOLE PEUT-ELLE PARTICIPER À LEUR DÉCONSTRUCTION ?

V.R.-R. : Repenser la récréation pour que les filles puissent occuper autant l'espace que les garçons car la place que l'on occupe dans l'espace est aussi synonyme de la place que l'on

a dans la société. Il faudrait mettre en œuvre une politique globale de lutte contre les discriminations dès le plus jeune âge et pas seulement des cours d'éducation au non consentement car la culture du viol s'alimente aussi de préjugés racistes, homophobes... Il faudrait davantage de formation aux luttes contre les discriminations. Il faudrait également interroger régulièrement ses pratiques : ai-je bien eu un comportement indifférencié avec les garçons et les filles ? Faire attention au choix des manuels scolaires, aux jeux pratiqués, aux histoires lues... Enfin, ne pas minimiser quand les garçons viennent embêter les filles aux toilettes, ni les agressions sexuelles entre enfants. Car si un enfant commet des agressions sexuelles sur un autre enfant, c'est que très probablement il a assisté à des choses auxquelles il n'aurait pas dû assister et les reproduit ou bien qu'il est lui-même victime de violences sexuelles.

PROPOS RECUEILLIS PAR NELLY RIZZO

“Le maintien des rôles genrés traditionnels se fait dès le plus jeune âge à travers l'éducation”



Victoria,
professeure des écoles.

S'engager auprès de ceux qui se mettent au service des autres, c'est ça être assurément humain.



Assurément
Humain

